

MASSACRE DES ALGÉRIENS
LE 17 OCTOBRE 1961 À PARIS

Macron reconnaît des crimes "inexcusables"

P3

TEBBOUNE PRÉSIDENTER AUJOURD'HUI
UN CONSEIL DES MINISTRES

Au menu, l'avant- projet de loi criminalisant la spéculation

P3

AÏN SEFRA (NÂAMA)

Ouverture du festival national de la musique et la danse Diwan

P24

STATUT D'OBSERVATEUR D'ISRAËL À L'UA

L'Algérie s'oppose au fait accompli



P3

HABITAT RURAL

Réalisation de plus de 67.000 logements en 18 mois

Plus de 67.000 logements ont été réalisés entre janvier 2020 et fin juin 2021 dans le cadre du programme d'Habitat Rural, considéré comme le segment favori dans le programme national de logement, selon les chiffres de la Caisse nationale du logement (CNL) publiés dans le dernier numéro de sa revue Bâtisseur.dz.

Sur 18 mois, et malgré la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, le programme d'Habitat Rural, "un élément clé de la stratégie ciblant la promotion des espaces ruraux et la fixation des populations rurales qui représentent 32% de la population globale", a enregistré la réalisation de 67.086 logements, indique la revue dans son numéro d'octobre en cours. Selon les chiffres avancés par la CNL, le programme d'Habitat Rural, a enregistré 163.031 logements réalisés entre 2002-2004, puis 404.043 logements durant le quinquennat 2005-2009, 589.720 autres entre 2010-2014 et enfin 533.591 unités durant le quinquennat 2015-2019.

P2

TÉBESSA

Plus de 370 micro-entreprises en difficulté recensées

Les services de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) de Tébessa ont recensé 378 micro-entreprises "en difficulté", a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme. Depuis la mise en place de la plate-forme numérique réservée aux micro-entreprises en difficulté, la mi-mars dernier, pas moins de 378 entreprises en difficulté ayant besoin d'un accompagnement, sur plus de 5.200 entreprises financées dans le cadre de ce dispositif, ont été recensées jusqu'à cette semaine, a révélé à l'APS la chargée de communication de cette agence locale, Ouahiba Kaba. Les causes les plus importantes des difficultés rencontrées par les jeunes investisseurs sont liées notamment au manque d'argent, aux pertes résultant de certaines catastrophes naturelles ou d'une faible commercialisation, a souligné la même responsable.

P9

Sport

HAND-SUPERCOUPE
D'ALGÉRIE (MESSIEURS)

Une première pour la JS Saoura

P13



CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

93 nouveaux cas, 68 guérisons et 03 décès

P24

OLIVIER LE COUR GRANDMAISON
(HISTORIEN ET POLITOLOGUE FRANÇAIS)

Les massacres du 17 octobre 1961, un "crime d'Etat contre l'humanité"

P4

GILLES MANCERON
(HISTORIEN SPÉCIALISTE DE LA COLONISATION FRANÇAISE)

Le paroxysme de la violence coloniale depuis 1830

P4

Brèves

ENERGIE

La CREG réunit les associations des consommateurs et les directeurs de l'énergie du Centre

La Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) organisera demain à Alger la première rencontre régionale qui regroupera les associations de protection des consommateurs et les directeurs de l'Énergie et des Mines des wilayas du centre, dans le but d'entreprendre des actions communes à même d'améliorer la qualité du service. Cette rencontre, qui verra la présence du ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, est "la première du genre", selon un communiqué du ministère publié samedi. Elle permettra "d'asseoir une synergie" entre la CREG, les directions de l'énergie et des mines et les associations de protection des consommateurs par le biais d'actions dans différents domaines d'intérêt communs avec le régulateur, afin d'améliorer la qualité du service public, a ajouté la même source. Le ministre a annoncé que trois autres rencontres régionales pour les régions Est (Constantine), Ouest (Oran) et Sud (El Oued) seront organisées respectivement le 27 octobre et les 3 et 10 novembre 2021.

ENERGIES RENOUVELABLES

Le CEREFÉ participe à la 15e Réunion de la commission d'experts arabes

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a participé aux travaux de la 15e Réunion de la commission d'experts sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans les pays arabes, tenue ce week-end par visioconférence, a indiqué le commissariat dans un communiqué.

L'ordre du jour de cette réunion, organisée périodiquement par le secrétariat général de la Ligue arabe, portait sur la gestion énergétique dans le secteur économique, la stratégie arabe des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, la transformation des déchets en énergie, l'hydrogène vert, les voitures électriques et le dessalement d'eau au moyen des énergies renouvelables, a précisé la même source.

Lors de la réunion, les participants ont également abordé la consolidation de la coopération interrégionale, le renforcement des capacités et le développement de la coopération avec les instances et organisations régionales et internationales.

BTPH EN ALGÉRIE

Le satisfecit de la caisse nationale du logement

Le savoir-faire capitalisé par les entreprises algériennes en matière de conception et de réalisation d'ouvrages est "certainement exportable", estime un expert du secteur, soulignant la nécessité de mettre en place les conditions nécessaires pour l'accompagnement et l'encouragement des exportateurs des services du BTPH.



Les entreprises algériennes du secteur du BTPH disposent "sans nul doute d'une large expérience acquise à travers la réalisation des vastes programmes de construction lancés par les pouvoirs publics depuis plusieurs décennies", a souligné le conseiller du Directeur général de la caisse nationale du logement (CNL), Saadane Kadri, dans une analyse publiée dans le dernier numéro de la revue d'information éditée par la Caisse, "Bâtisseurs.dz". A cet effet, le savoir-faire capitalisé, par ces entreprises, en termes de conception et de réalisation d'ouvrages est "certainement exportable", a affirmé M. Kadri.

Or, observe-t-il, l'amorce du développement des exportations du secteur du BTPH passe par un certain nombre de préalables et de conditions à réunir par l'entreprise, d'une part, et par les pouvoirs publics, d'autre part.

Les principales mesures à prendre par l'entreprise à son niveau s'articulent autour de plusieurs axes, selon l'expert, entre autres, la nécessité de réaliser un diagnostic de l'entreprise pour évaluer ses forces et ses faiblesses et mesurer son aptitude à aller sur des marchés extérieurs.

Si le diagnostic "ne révèle pas de faiblesses majeures", une stratégie d'exportation est à élaborer par l'entreprise, souligne-t-il, précisant que cette stratégie devra tenir compte de plusieurs

aspects et intégrer plusieurs paramètres tels que les études des marchés des pays ciblés, l'évaluation des risques du marché ciblé, l'étude de la concurrence, les méthodes de détermination des coûts et de fixation des prix, la maîtrise des réglementations relatives aux passations de marchés en Algérie et dans les pays ciblés, ainsi que la maîtrise des réglementations bancaires dans les pays ciblés et une bonne connaissance des moyens de paiement internationaux. Quant aux pouvoirs publics, leur rôle est important, selon M. Kadri, dans la mesure où ils doivent assurer la mise en place d'un dispositif spécifique d'encouragement, de promotion et de soutien, y compris financier, des exportateurs de services et créer un environnement favorable au développement de ces exportations, notamment aux plans du cadre réglementaire, des incitatifs financiers et fiscaux, de la facilitation des formalités et procédures, ainsi que de l'accompagnement des exportateurs. Il a, dans ce sens, jugé "opportun" d'engager un débat sur cette thématique de l'exportation des services du BTPH et des services connexes.

Les exportations des services BTPH ont augmenté de 83% en 2020

Affirmant que les exportations des services de construction avaient atteint 310 millions USD en 2020, soit une augmentation de

près de 83% par rapport à 2019, M. Kadri a, toutefois, noté que l'intervention d'entreprises de travaux algériennes sur des marchés extérieurs "peut paraître difficile". Cela est dû, ajoute-t-il, à l'état de la réglementation actuelle régissant, notamment, les mouvements transfrontaliers des équipements et engins de travaux, l'installation temporaire d'une structure de l'entreprise détentricée d'un marché de travaux à l'étranger, ainsi que les dispositifs de contrôle des changes qui ne tiennent pas toujours compte des spécificités de la réalisation de marchés de travaux à l'étranger.

A ce titre, M. Kadri estime qu'il est "impératif et urgent" de définir et mettre en œuvre une stratégie nationale de promotion, de diversification et de développement des exportations de services pour que celles-ci puissent contribuer de manière plus significative aux ressources extérieures du pays et à l'amélioration de la compétitivité internationale de l'Algérie, outre son effet d'entraînement sur la croissance des autres secteurs économiques au niveau interne. L'élaboration de cette stratégie nationale devrait reposer sur un ensemble d'actions à mener à court, moyen et long termes, a-t-il recommandé.

APS

HABITAT RURAL

Réalisation de plus de 67.000 logements en 18 mois

Plus de 67.000 logements ont été réalisés entre janvier 2020 et fin juin 2021 dans le cadre du programme d'Habitat Rural, considéré comme le segment favori dans le programme national de logement, selon les chiffres de la Caisse nationale du logement (CNL) publiés dans le dernier numéro de sa revue Bâtisseur.dz. Sur 18 mois, et malgré la crise sanitaire liée au nouveau coronavirus, le programme d'Habitat Rural, "un élément clé de la stratégie ciblant la promotion des espaces ruraux et la fixation des populations rurales qui représentent 32% de la population globale", a enregistré la réalisation de 67.086 logements, indique la revue dans son numéro d'octobre en cours.

Selon les chiffres avancés par la CNL, le programme d'Habitat Rural, a enregistré 163.031 logements réalisés entre 2002-2004, puis 404.043 logements durant le quinquennat 2005-2009, 589.720 autres entre 2010-2014 et enfin 533.591 unités durant le quinquennat 2015-2019.

La formule de l'Habitat Rural, qui consiste à encourager les ménages à réaliser, en auto-construction, un logement décent dans leur propre environnement rural ou réhabiliter ou aménager un logement existant à l'effet d'améliorer leurs conditions d'habitat, totalise, depuis 2002, année de son lancement, 1.757.471 de logements réalisés, soit un taux 91% du programme notifié. Ce programme représente 48%

du total des livraisons, tous segments publics confondus.

Plus de 1.000 mds de DA consommés au titre des aides à l'Habitat Rural

Selon la CNL, les consommations de crédits relatives aux aides rurales ont atteint, durant la période 2002-juin 2021, un montant de 1089,55 milliards DA. Les modalités de choix des bénéficiaires et la mise en œuvre des programmes notifiés relèvent d'un comité de wilaya présidé par le wali.

L'aide est libérée par la CNL en deux tranches, aux mains de l'auto-construcuteur reconnu éligible, après constat d'avancement des travaux.

La participation du bénéficiaire dans ce cas se traduit par la mobilisation d'une assiette foncière qui relève généralement de sa propriété, sa participation à la réalisation ainsi que le parachèvement des travaux à l'intérieur du logement le cas échéant. Le bénéficiaire a également la possibilité de solliciter un crédit bancaire pour réaliser son logement et jouit, dans ce cadre, des bonifications des taux d'intérêts jusqu'à 1% payé uniquement un taux de 1%. Depuis 2014, l'aide financière à l'habitat rural est fixée à 1.000.000 DA pour les dix wilayas du Sud (Adrar, Tamanrasset, Illizi, Laghouat, Biskra, Béchar, Ouargla, El Oued, Ghardaïa et Tindouf), et à 700.000 DA pour le reste des wilayas.

STATUT D'OBSERVATEUR D'ISRAËL À L'UA

L'Algérie s'oppose au fait accompli

La diplomatie algérienne continue de déployer des efforts pour ôter à Israël le statut d'observateur au sein de l'Union africaine. En visite à Addis-Abeba, Ramtane Lamamra a réaffirmé cette position.

Le ministre des Affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger a, une nouvelle fois, remis sur le tapis la question de l'octroi controversé du siège d'observateur à Israël au sein de l'Union Africaine. De la capitale éthiopienne Addis-Abeba où il a participé, les 14 et 15 octobre, à la 39e session du Conseil exécutif de l'organisation continentale, Ramtane Lamamra, a constaté que ce fait accompli par Moussa Faki, président de la Commission de l'UA, a divisé des Etats membres de l'Union africaine. "Le débat de plusieurs heures que les ministres africains des Affaires étrangères viennent d'avoir sur la question controversée du statut d'observateur accordé à Israël par Moussa Faki a mis en évidence une profonde division des Etats membres de l'Union africaine", a-t-il dit en substance. Lamamra a également précisé que "les ministres du courant majoritaire qui ont conscience que la crise institutionnelle engendrée par la décision irresponsable de Moussa Faki tend à rendre irréversible la division du continent, ont accepté de soumettre la question au sommet des chefs d'Etat de l'Union africaine prévu au mois de février prochain". Ces mots peu diplomatiques à l'adresse de Faki montrent à quel point la crise engendrée par sa décision est profonde. L'Algérie qui soutient inconditionnellement la lutte du peuple palestinien pour recouvrer ses droits mène une bataille de tous les instants pour battre en brèche l'influence grandissante de l'Etat sioniste en Afrique. Elle a, en outre, accusé ouvertement et à maintes reprises Tel-Aviv de vouloir nuire à sa stabilité surtout depuis la normalisation de ses relations diplomatiques avec le Maroc. Rabat a d'ailleurs joué un rôle important dans l'accès d'Israël à l'UA et œuvre, inlassablement, pour qu'il garde cette fenêtre de tir au sein de l'organisation. C'est ce qui a fait dire à Lamamra qu'il était "regrettable que la proposi-



tion du Nigeria, élaborée avec l'Algérie, tendant à restaurer immédiatement le statu quo ante n'ait pas été acceptée par une minorité activiste représentée par le Maroc et quelques uns de ses proches alliés dont la République Démocratique du Congo qui a assuré une présidence particulièrement partielle de la séance". Il a, en outre, souligné que "les nombreux pays qui, comme l'Algérie, se sont opposés à la décision malencontreuse et dangereuse du président de la Commission de l'UA ont défendu l'intérêt suprême de l'Afrique qui s'incarne dans son unité et celle de ses peuples". Il a ajouté que "les plaidoiries de l'Afrique de Sud et de la République Arabe Sahraouie Démocratique en faveur de la juste cause du peuple palestinien ont mis opportunément en perspective l'atteinte grave portée par la décision de Moussa Faki au patrimoine

historique de lutte de l'Afrique contre le colonialisme et l'apartheid". Lamamra a, enfin, souhaité "que le sommet marque un sursaut salutaire d'une Afrique digne de son histoire et ne cautionnera pas une cassure irrattrapable". Depuis quelques années, le soutien international accordé au peuple palestinien diminue, en particulier dans le monde arabe où plusieurs Etats ont, à ses dépens, normalisé leurs relations avec Israël. L'Afrique qui est convoitée pour ses richesses et pour des raisons géopolitiques par de nombreux prétendants notamment Israël. Conquis par ses chants de sirènes, quelques Etats africains et quelques personnalités, dont le Tchadien Moussa Faki, veulent lui ouvrir la porte tout en sachant que ses intentions dépassent une simple volonté de coopération.

Ali Younsi-Massi

TEBBOUNE PRÉSIDENTERA AUJOURD'HUI UN CONSEIL DES MINISTRES

Au menu, l'avant-projet de loi criminalisant la spéculation

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, présidera aujourd'hui une réunion du Conseil des ministres, a indiqué hier un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, présidera, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'approbation d'un projet de loi sur la lutte contre la spéculation et d'exposés sur l'organisa-

tion de Djamaa El-Djazair et la rentrée officielle dans les secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle", a précisé le communiqué. Le président de la république avait chargé le ministre de la justice d'élaborer un avant-projet de loi criminalisant la spéculation avec des peines allant de 30 ans à la peine capitale. Un avant-projet de loi relative à la lutte contre la spéculation illicite, prévoyant notamment des peines d'emprisonnement, a été examiné lors de la dernière réunion du gouvernement.

Cet avant-projet de loi "vise à assurer la stabilité du marché national tout en préservant le pouvoir d'achat du citoyen et ce, en mettant en place un dispositif législatif permettant une lutte efficace contre la spéculation illicite, particulièrement celle qui touche aux produits de première nécessité et de large consommation, laquelle pratique sera passible, dorénavant, de peines d'emprisonnement lourdement aggravées, en sus des peines complémentaires", a précisé un communiqué du premier ministre.

R.N

Brèves

MASSACRE DES ALGÉRIENS LE 17 OCTOBRE 1961 À PARIS Macron reconnaît des crimes "inexcusables"

A l'occasion du 60e anniversaire du massacre des Algériens du 17 octobre 1961 à Paris, le président français s'est rendu sur les lieux du massacre. Sur place, il s'est contenté de déposer une gerbe de fleurs et observer une minute de silence, mais sans prononcer de discours. Si les commentateurs ont jugé le geste plus « courageux » que celui de François Hollande en 2012, le communiqué, diffusé après la cérémonie, ne constitue pas une avancée significative. Le chef de l'Etat français « a reconnu les faits: les crimes commis cette nuit-là sous l'autorité de Maurice Papon sont inexcusables pour la République », indique le communiqué de l'Elysée. Au fond, le discours de Macron ne diffère pas de celui développé par la France officielle depuis toujours. Ce discours ne fait pas la différence entre la victime et son bourreau. « La France regarde toute son Histoire avec lucidité et reconnaît les responsabilités clairement établies. Elle le doit d'abord et avant tout à elle-même, à toutes celles et ceux que la guerre d'Algérie et son cortège de crimes commis de tous côtés ont meurtris dans leur chair et dans leur âme », lit-on également dans ce même communiqué. Contrairement à ce que certains observateurs attendaient, le président français est resté sur les mêmes positions exprimées tout le long de ce mois d'octobre. Sur les ondes de la radio Europe1, l'historien Benjamin Stora veut que la France reconnaisse le massacre des Algériens du 17 octobre 1961 comme une « tragédie inexcusable ». « Il y a une responsabilité de l'Etat ». L'auteur du rapport sur la mémoire a appelé « à regarder en face » la réalité de ce drame. « Il faut que la France reconnaisse cette tragédie comme une tragédie inexcusable ». « Il y a une responsabilité de l'Etat, sous l'autorité de Maurice Papon », insiste l'historien, qui appelle dans les colonnes du journal français Libération à reconnaître les crimes du 17 octobre « comme un crime d'Etat ». « L'application de l'ordre qui a été mis en œuvre l'a été sous la conduite du préfet de police de Paris ».

Aziz.T

COMMÉMORATION DE 17 OCTOBRE

Le message de Tebboune à la diaspora

Le chef de l'Etat Abdelmadjid Tebboune a adressé hier à l'occasion de la commémoration des massacres de 17 octobre 1961 à Paris, un message aux algériens, notamment aux membres de la communauté algérienne à l'étranger. D'emblée, Tebboune a évoqué « le souvenir des pratiques criminelles coloniales commises contre le peuple algérien lors de cette maudite journée », faisant référence au 17 octobre 1961. Ces crimes, ajoute-t-il « reflètent l'image barbare de la série des massacres et crimes contre l'humanité ». Selon lui, « les martyrs de ces crimes rejoignent leurs frères ayant sacrifié leurs âmes durant les résistances successives et la guerre de libération nationale ». « Leurs sacrifices resteront une référence d'envergure témoignant l'attachement de la communauté à la nation et au pays ». En cette occasion, le président de la république a également réitéré les positions de l'Algérie quant au dossier de la mémoire. « Cette occasion nous permet de réitérer notre plus grande attention sur les dossiers de l'histoire et de la mémoire, loin de toute concession ». « Nos représentations consulaires doivent développer leurs méthodes de travail ». Dans le même sillage, le président a affirmé l'importance accordée aux membres de la communauté algérienne établie à l'étranger. « Il convient de noter l'importance que nous accordons à notre communauté à l'étranger qui est une part de notre tissu », a-t-il écrit. À ce propos, il a appelé à « édifier les ponts de communication afin de leur permettre de s'engager dans les efforts consentis pour réaliser les engagements que nous avons pris devant les peuples ». « Dans ce contexte, je porte une attention particulière dans la prise en charge, de manière optimale, de toutes les préoccupations de notre communauté, et à protéger ses intérêts. Nos représentations diplomatiques et consulaires doivent développer les méthodes de travail, en termes d'interaction avec les membres de la communauté ». Ceci intervient « afin de lever toutes les formes d'injustice subies par les citoyens et les citoyens résidant à l'extérieur de pays », ajoute encore le président de la république. Ce dernier a également fait état de leurs positions patriotiques honorables, qu'ils ont démontrées à chaque fois, par les élans de solidarité fulgurants, dans l'adversité ».

COOPÉRATION

Le ministre adjoint allemand aux Affaires étrangères en Algérie

Le ministre adjoint des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, Niels Annen, effectue une visite en Algérie du 16 au 18 octobre en

cours, dans le cadre d'une tournée régionale, a indiqué samedi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un commu-

niqué. Le responsable allemand aura une séance de travail samedi avec M. Chakib Rachid Kaid, Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, qui sera

consacrée au renforcement de la coopération bilatérale ainsi qu'à l'examen de questions régionales, d'intérêt commun, précise le communiqué.

OLIVIER LE COUR GRANDMAISON (HISTORIEN ET POLITOLOGUE FRANÇAIS)

Les massacres du 17 octobre 1961, un "crime d'Etat contre l'humanité"

L'historien et politologue français, Olivier Le Cour Grandmaison, a qualifié les massacres perpétrés le 17 octobre 1961 à Paris contre des manifestants algériens pacifiques de "crime d'Etat contre l'humanité", commis en vertu d'un "plan concerté" à l'encontre de civils qui furent "torturés et sommairement exécutés".

Ce qui a été perpétré alors est bien un crime d'Etat", a affirmé M. Le Cour Grandmaison dans un entretien à l'APS, relevant que "la question désormais est moins celle de la connaissance de ces que celle de la reconnaissance des crimes d'Etat commis alors".

S'exprimant en sa qualité de docteur en sciences politiques et enseignant dans cette discipline à l'université et aussi auteur de plusieurs ouvrages sur la colonisation française, historien et politologue, il a rappelé que "des contemporains, comme l'historien Pierre Vidal-Naquet et Paul Thibaud, dans le numéro de Vérité-Liberté de novembre 1961, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir, entre autres, de la revue Les Temps modernes, avaient déjà une connaissance précise de ce qu'il s'était passé au mois d'octobre 1961 en général et lors de la soirée du 17 octobre en particulier".

L'universitaire a fait savoir que ces contemporains savaient que "plusieurs centaines d'Algériens avaient été tués et ils n'hésitaient pas, contrairement à certains aujourd'hui, à qualifier les faits de +massacres+ perpétrés dans le cadre d'une +terreur d'Etat+ mise en œuvre en Algérie et à Paris".

Il a ajouté que la regrettée Nicole Dreyfus, avocate des militants du FLN, estimait "qu'il s'agissait, conformément à l'article 212-1 du Code pénal, d'un crime contre l'humanité exécuté en vertu d'un plan concerté à l'encontre de civils qui furent torturés, exécutés sommairement, noyés et parfois soumis à la disparition forcée".

En ce sens, M. Le Cour Grandmaison a fait observer qu'à l'occasion du 60ème anniversaire de ces massacres, "ceux-ci doivent être enfin qualifiés de façon précise par le président de la République, et l'Etat, responsable et coupable, nommé comme tel", ajoutant que "cela vaut aussi pour le préfet de police, Maurice Papon, et ses supérieurs hiérarchiques, le ministre de l'Intérieur, Roger Frey, et le premier ministre, Michel Debré".

S'exprimant sur les raisons qui empêchent la réconciliation des Mémoires entre l'Algérie et la France, il a estimé que "l'un des obstacles majeurs est le refus des chefs d'Etat français, qu'ils soient de droite ou de gauche, de recon-



naître les crimes commis au cours de la colonisation de l'Algérie à partir du moment où les colonnes infernales du général Bugeaud sont abattues sur cette colonie".

Il a rappelé que "de nombreux crimes de guerre et crimes contre l'humanité ont été commis", soulignant à cet égard que "les massacres du 17 octobre 1961 prouvent que les techniques de la guerre contre-révolution-

naire n'ont pas été seulement mises en œuvre de l'autre côté de la Méditerranée, mais aussi dans la région parisienne et dans la capitale". "A preuve, la torture, les disparitions forcées et les exécutions sommaires. Il est temps que l'Etat français reconnaisse enfin ses responsabilités, comme de nombreux pays (Allemagne, Grande-Bretagne, Canada, Nouvelle-Zélande, Australie, Etats-Unis)...

l'ont fait", a-t-il indiqué avant de faire observer que dans ce domaine, "les autorités françaises se distinguent par une pusillanimité scandaleuse et inacceptable".

Macron veut courtiser l'électorat de la droite

Cette année, la commémoration de ces massacres coïncide aussi avec les propos tenus par le Président français Emmanuel Macron sur l'Algérie. A cet effet, cet historien et politologue a relevé que "chacun peut le constater, Emmanuel Macron est en campagne pour sa réélection dans un contexte de radicalisation des droites de gouvernement qui cèdent toutes aux violents discours racistes, xénophobes et islamophobes d'Eric Zemmour, sans oublier le Rassemblement national". Pour M. Le Cour Grandmaison, "les propos de Macron sont liés à cette conjoncture et à sa volonté de courtiser un électorat de droite dont il a absolument besoin", estimant que le président français "est prêt à assumer une dégradation conjoncturelle des relations avec l'Algérie si cela lui permet de conforter sa position de leader dans la compétition électorale en cours".

A une question sur l'impact négatif des propos de Macron sur les relations de partenariat privilégié que l'Algérie et la France veulent bâtir, il a rétorqué : "je dirai plutôt qu'en bon opportuniste, Macron se plie au sinistre air du temps politique qui est celui de la France". "Pour lui, comme pour beaucoup d'autres, lutter contre les extrêmes-droites consiste désormais, depuis longtemps hélas, à reprendre certains de leurs thèmes en les recyclant dans un verbiage républicain jugé plus présentable", a-t-il indiqué, relevant que "l'ensemble est maintenant désigné par un vocable très en vogue, celui de +régional+ qui inclut évidemment les questions sécuritaires".

Pour cet universitaire, "ce vocable truffé les discours de ceux qui soutiennent la majorité présidentielle et qui cherchent à passer pour sérieux, responsables et à l'écoute des Français, comme ils disent". "C'est ainsi que ces thèmes se trouvent aujourd'hui au plus haut de l'agenda politique de nombreux candidats à l'élection présidentielle", a-t-il conclu.

APS

GILLES MANCERON (HISTORIEN SPÉCIALISTE DE LA COLONISATION FRANÇAISE)

Le paroxysme de la violence coloniale depuis 1830

Les massacres commis par la police française contre des manifestants algériens pacifiques le 17 octobre 1961 à Paris marquent le paroxysme d'une violence coloniale exercée en Algérie depuis 1830, a affirmé à l'APS Gilles Manceron, historien français spécialiste de la colonisation française.

"Les massacres du 17 octobre 1961, en plein cœur de la capitale française, sont un événement emblématique et un paroxysme de la violence coloniale qui s'est exercée pendant toute la durée de la colonisation de l'Algérie et en réponse à sa guerre d'indépendance nationale", a précisé M. Gilles Manceron, également vice-président de la Ligue française des droits de l'homme et auteur de plusieurs ouvrages sur la colonisation française.

Il a souligné que "cet événement, dont des historiens britanniques ont écrit que ce fut la répression d'une manifestation désarmée qui a fait le plus de victimes dans toute l'histoire contemporaine de l'Europe occidentale, a été ensuite dissimulée par le pouvoir français", ajoutant que "cette dissimulation et ses raisons doivent être maintenant étudiées et méditées". "Pourquoi tant de violence alors que l'indépen-

dance algérienne était à l'horizon, que les négociations d'Evian progressaient, que le général de Gaulle avait décidé l'arrêt des offensives militaires françaises en Algérie et avait chargé des militaires de protéger la délégation algérienne venue négocier les conditions de l'indépendance du pays ?, s'est-il interrogé. Pour lui, "la connaissance de cet épisode tragique et décisif de la guerre d'indépendance algérienne doit être approfondie par les historiens".

Macron a tenu des propos sur l'Algérie indignes d'un chef d'Etat

Interrogé sur les propos du Président français Emmanuel Macron contre l'Algérie, M. Manceron a indiqué que les propos tenus par le président Macron sur l'Algérie "ne devraient pas être tenus par un chef d'Etat". Rappelant que le président français "avait eu la bonne idée de confier à un historien la tâche de remettre un rapport qui serait une base de réflexion sur la colonisation de l'Algérie et qui comporterait aussi des propositions d'initiatives en faveur de la reconnaissance des crimes que celle-ci a comporté", il a indiqué que "le

contenu du rapport Stora peut être salué ou critiqué sur tel ou tel point, mais il relève d'une bonne démarche. Mais voilà que ce même président (Macron) est sorti de son rôle le 30 septembre en tenant des propos sur l'Algérie qui ne devraient pas être tenus par un chef d'Etat", a-t-il regretté.

"Les plus graves concernent l'affirmation de l'inexistence d'une nation algérienne avant la colonisation française, ce qui est la reprise d'un élément traditionnel du discours colonial, et sa comparaison inexacte entre la tutelle ottomane exercée sur une partie d'El Djézaïr, la Régence d'Alger et le Beylik de Constantine, et le +rouleau compresseur+ de la colonisation française qui s'est accompagnée d'une guerre de conquête, d'une annexion et d'une colonisation de peuplement massive", a-t-il dit.

L'historien a affirmé que "ce n'est pas aux gouvernements d'écrire l'histoire, c'est aux historiens. Cette grave erreur historique en est la preuve", a-t-il fait valoir, affirmant qu'"avec ce type de déclarations, Emmanuel Macron tourne le dos à ses déclarations de 2017 qualifiant la colonisation de crime contre l'humanité".

"Au fil de son quinquennat, il (Macron) s'est appuyé de plus en plus sur les forces politiques réactionnaires qui cultivent la nostalgie de la colonisation, et, à l'approche de l'élection présidentielle de 2022, il accentue cette alliance. Ce qui a des conséquences sur le discours qu'il tient sur la mémoire de la colonisation et sur l'Algérie", a-t-il noté.

Et d'ajouter que "ce choix politique d'Emmanuel Macron relève de considérations de politique intérieure française, mais il a une influence sur la question du travail mémoriel à faire entre la France et l'Algérie".

Il est incompatible avec les intentions qu'il avait affirmées dans ce domaine", a-t-il poursuivi. "Cela me fait penser à l'échec qu'avait connu le président Chirac quand il avait voulu donner, après 2002, des satisfactions aux nostalgiques de la colonisation, avec une loi sur l'enseignement des +aspects positifs de la colonisation+, et voulu conclure en même temps un traité d'amitié avec l'Algérie", a-t-il rappelé, affirmant que "ce +grand écart+ n'a pas abouti et qu'Emmanuel Macron risque de connaître un échec analogue".

APS

PÉTROLE

L'envolée des cours en progression

Rien ne semble pouvoir arrêter, à court terme, l'envolée des cours du pétrole qui ont poursuivi leur progression vendredi sur fond d'inquiétudes sur l'offre, le WTI touchant un nouveau plus haut depuis quasiment sept ans.

Le baril de West Texas Intermediate (WTI), variété standard aux Etats-Unis, a atteint en séance 82,49 dollars pour la première fois depuis le 29 octobre 2014. Le Brent, lui, a touché 85,10 dollars, une hauteur qu'il n'avait plus fréquentée depuis le 10 octobre 2018.

Le WTI s'est ensuite un peu replié mais a fini, à New York, en hausse de 1,19% ou 97 cents, à 82,28 dollars le baril pour livraison en novembre. Il a signé une huitième semaine consécutive de hausse consécutive. Quant au Brent, le baril pour livraison en décembre a terminé en progression de 1,02% ou 86 cents par rapport à la clôture de jeudi, à 84,86 dollars.

"Le retour de la demande (après la pandémie de coronavirus) est plus rapide que celui de l'offre" d'or noir, a résumé Andy Lipow, du cabinet Lipow Oil Associates, alors que les marchés financiers se sont montrés, ces derniers jours, plus optimistes sur la situation de l'économie mondiale, comme en témoigne le tassement du dollar. Pour l'analyste, le marché a aussi relevé vendredi les informations de l'agence Reuters selon lesquelles des groupes chinois négocieraient actuellement des accords d'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) pour faire face à leurs besoins en énergie, sur fond d'offre insuffisante de gaz naturel. Il s'agit d'un élément supplémentaire de nature, selon Andy Lipow, à favoriser les reports du marché du gaz vers celui du pétrole, ce qui bénéficie aux cours du brut. Pour les analystes de JPMorgan, ce transfert pourrait être accéléré par l'arrivée de l'hiver, annoncé comme plus rigoureux que la moyenne.



L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés de l'Opep+ restent arc-boutés sur leur calendrier de relèvement progressif de la production et verrouillent ainsi, pour l'instant, un marché qui souffre d'une offre insuffisante. Aux Etats-Unis, le cabinet spécialisé Baker Hughes a annoncé vendredi que dix nouveaux puits avaient été ouverts durant la se-

maine écoulée, ce qui porte le total à 543, soit quasiment le double d'il y a un an (+92%). Pour autant, le nombre de forages est encore sensiblement inférieur à son niveau de début mars 2020, au début de la crise du coronavirus aux Etats-Unis. Quelque 250 puits manquent ainsi à l'appel. R.E

CRISE DE L'ÉNERGIE

L'Union européenne va plancher à Bruxelles

L'envolée des cours de l'énergie et notamment du gaz occupera une part importante du sommet européen les 21 et 22 octobre à Bruxelles.

Les dirigeants tenteront de trouver des solutions immédiates mais aussi de long terme. La flambée des prix de l'énergie occupera une bonne place dans les discussions du prochain Conseil européen, qui doit réunir les chefs d'Etat ou de gouvernement des 27 à Bruxelles les 21 et 22 octobre.

En plus de questions relatives à l'épidémie de Covid-19, à l'économie numérique, aux migrations et aux relations extérieures, les dirigeants européens tenteront de s'accorder sur les réponses à apporter aux difficultés rencontrées par les foyers et les entreprises selon des perspectives de court et de long terme.

Ils discuteront notamment de la proposition de «boîte à outils» publiée récemment par la Commission européenne qui recense les mesures que les gouvernements nationaux peuvent utiliser pour apporter un soulagement immédiat aux consommateurs. Un projet de conclusions des dirigeants, consulté par Reuters, invite la Commission et les pays de l'UE à utiliser cette boîte à outils «pour apporter un soulagement à court terme aux consommateurs les plus vulnérables et pour soutenir les entreprises européennes».

Vingt pays de l'UE ont travaillé à l'élaboration de cet ensemble de mesures qui prévoit notamment des plafonnements des prix, des réductions des taxes sur l'énergie et des subventions pour les ménages les plus pauvres. De son côté, l'Allemagne a déjà prévu de réduire la surtaxe sur les factures d'énergie des consommateurs, vouée à soutenir le financement des investissements dans les énergies renouvelables.

Réunion d'urgence sur les prix de l'énergie le 26 octobre La Commission européenne a fait savoir qu'elle évaluerait également les mesures que l'UE pourrait prendre à plus long terme pour protéger les pays contre les flambées des prix, y compris l'achat conjoint de gaz. Les dirigeants de l'UE demandent à la Commission «d'envisager des mesures à moyen et long terme qui atténueraient les fluctuations excessives des prix, augmenteraient la résilience énergétique de l'UE et assureraient une transition verte réussie», selon le projet de conclusions.

Au-delà, les ministres de l'UE tiendront une réunion d'urgence sur les prix de l'énergie le 26 octobre. Le diagramme joint à la communication de la Commission sur cette boîte à outil révèle l'ampleur de la hausse. Ainsi, selon les calculs de l'exécutif européen, les prix de gros de l'électricité ont triplé, en moyenne, entre le début de l'année 2020 et la fin du premier semestre 2021, passant d'environ 40 euros par Mégawatt-heure (MWh) à plus de 120 euros. Sur la même période, ceux du gaz auraient triplé passant de moins de 18 euros à près de 60. Mais sur certaines places de négoce, comme le TFF néerlandais, les dernières données montrent une progression encore plus spectaculaire : une multiplication par cinq avec un prix spot de 17,4 euros par MWh le 2 janvier 2020, contre un pic de 116 euros le 5 octobre 2021.

NIGERIA

La réduction des rations alimentaires risque d'aggraver la faim

La réduction des rations alimentaires menace les personnes touchées par la crise dans le nord-est du Nigeria, une région où sévit la faim depuis cinq ans, a mis en garde vendredi le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies.

"Réduire les rations signifie choisir qui va manger et qui va se coucher le ventre vide. Nous constatons que le financement de notre action humanitaire vitale se tarit juste au moment où la faim est la plus grave", a déclaré Chris Nikoi, Directeur régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest, à l'issue d'une récente visite au Nigeria.

"Notre aide alimentaire est une bouée de sauvetage pour des millions de personnes dont la vie a été bouleversée par le conflit et qui n'ont presque rien pour survivre. Nous devons agir maintenant pour sauver des vies et éviter que cette ligne de vie ne soit interrompue", a insisté M. Nikoi.

"La réduction de l'assistance alimentaire sera une décision douloureuse pour les humanitaires, car elle aura un impact négatif sur les enfants, les femmes et les hommes déracinés de

leurs maisons en raison de la violence continue", a affirmé de son côté, Edward Kallon, Coordinateur humanitaire des Nations unies au Nigeria. Si au moins 55 millions de dollars ne sont pas reçus dans les semaines à venir, l'Agence onusienne serait dans l'incapacité de poursuivre ses opérations dans les Etats de Borno, Yobe et Adamawa, ravagés par la crise.

Elle n'aura d'autre choix que de couper les rations alimentaires et de réduire le nombre de personnes qu'il vient en aide dès ce mois de novembre, a averti le PAM.

Sans ressources supplémentaires, l'agence d'aide alimentaire sera à court de fonds pour la distribution de nourriture d'urgence et le soutien nutritionnel d'ici la fin octobre 2021. "Un tel scénario frapperait plus d'un demi-million de femmes, d'hommes et d'enfants dans le nord-est du Nigeria", a-t-il encore mis en garde. Selon l'ONU, ces réductions interviennent au moment où une crise de la faim atteint son plus haut niveau depuis cinq ans dans le pays, à la suite d'années de conflit et d'insécurité.

A la question d'un journaliste sur les

véritables raisons de cette crise au nord-est du Nigeria, le porte-parole du PAM a indiqué que la situation a été aggravée par les conséquences socio-économiques de la pandémie de Covid-19, les prix élevés des denrées alimentaires et l'approvisionnement limité en nourriture.

Mais de façon générale, "cette situation humanitaire est surtout due à l'insécurité, qui est le fait d'acteurs non étatiques", a déclaré lors d'un point de presse à Genève, Tomson Phiri.

En outre, le nombre des déplacés internes n'a cessé d'augmenter et a atteint un nouveau record historique de plus de 2 millions en septembre 2021, selon les chiffres de l'ONU.

Le PAM a intensifié cette année ses interventions pour faire face à l'insécurité alimentaire croissante et à l'impact de la pandémie de Covid-19, en fournissant une aide alimentaire vitale à 1,9 million de personnes déplacées au Nigeria. Pour maintenir ses opérations humanitaires dans le nord-est du Nigeria jusqu'en mars 2022, le PAM a besoin d'urgence de 197 millions de dollars, a-t-on indiqué.

R.E

AFRIQUE DU SUD

Vaccination des jeunes de 12 à 17 ans

L'Afrique du Sud va vacciner les jeunes âgés de 12 à 17 ans contre la COVID-19 à partir de la semaine prochaine, a annoncé vendredi le ministre de la Santé, Joe Phaahla.

"Aujourd'hui, je suis heureux d'annoncer que nous avons atteint un stade où nous sommes prêts à procéder à la vaccination des enfants âgés de 12 à 17 ans. La majorité de cette cohorte est au niveau du collège ou du lycée", a dit le ministre sud-africain.

"Ce service commencera le 20 octobre afin de permettre les préparations nécessaires pour le système d'enregistrement EVDS (système électronique de données de vaccination) et aussi d'autres préparations logistiques", a-t-il ajouté.

Le Comité consultatif ministériel (CCM) a conseillé d'administrer une seule dose du vaccin Pfizer pour le moment, en raison des inquiétudes suscitées par la myocardite rare, une inflammation du muscle cardiaque, qui a été signalée à l'échelle mondiale après une deuxième dose.

M. Phaahla a déclaré que les nouvelles infections par le coronavirus dans le pays au cours des sept derniers jours avaient diminué de 28%, et que les hospitalisations avaient diminué de 3,5%.

L'Institut national des maladies transmissibles (NICD) a affirmé jeudi soir qu'au cours des dernières 24 heures, 942 nouveaux cas avaient été signalés, ce qui porte le nombre total de cas confirmés en laboratoire à 2.914.827 dans le pays.

En Afrique du Sud, 19,8 millions de personnes ont été vaccinées contre le coronavirus, parmi lesquelles 10,5 millions ont été complètement vaccinées.

VACCIN DESTINÉ AU 5-11 ANS

Pfizer et BioNTech attendent une autorisation européenne

Les laboratoires Pfizer et BioNTech ont annoncé vendredi avoir transmis au régulateur européen des résultats d'essais cliniques de leur vaccin contre le Covid-19 chez les enfants de 5 à 11 ans en vue d'une autorisation.

Les deux entreprises ont soumis à l'Agence européenne des médicaments (EMA) "des données en faveur d'une vaccination" de cette tranche d'âge pour laquelle aucun sérum n'a pour l'instant été autorisé. L'alliance germano-américaine a déjà demandé une homologation aux Etats-Unis après avoir annoncé fin septembre que le vaccin était bien toléré chez ces enfants et déclenche une réponse immunitaire "robuste", "comparable" à celle observée chez les 16 à 25 ans. Quelque 28 millions d'enfants de 5 à 11 ans y pourraient bientôt avoir accès, avec de premières injections d'ici quelques semaines après validation des données par les autorités sanitaires. En Europe, les laboratoires veulent amender l'autorisation de mise sur le marché conditionnelle, actuellement accordée pour les personnes de 12 ans et plus.

Les plus jeunes présentent moins de risque de développer des cas graves, mais peuvent malgré tout tomber malades et participer à la transmission du virus au sein de la population. Les essais ont été conduits sur près de 2.300 participants de 5 à 11 ans. Le dosage a été adapté à 10 microgrammes par injection, contre 30 microgrammes pour les groupes plus âgés.

VACCINS ANTI-COVID

Pas de consensus sur les brevets

Aucun consensus n'a pu être trouvé sur l'épineux dossier de la levée temporaire des brevets protégeant les vaccins anti-Covid, a seulement sept semaines d'une réunion ministérielle de l'OMC, a indiqué l'organisation dans un communiqué vendredi soir.

Le Conseil ADPIC (Aspect des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) s'est réuni mercredi et jeudi pour débattre de la question jugée cruciale pour augmenter la production et combattre l'inégalité vaccinale par les uns, et une risque pour le modèle économique de l'industrie pharmaceutique pour les autres.

L'Organisation mondiale du commerce fonctionnant par consensus, il ne peut y avoir d'accord tant que les 164 Etats membres ne tombent pas d'accord.

Certains membres ont d'ailleurs souligné le risque d'échec "si les délégations ne font pas de sérieux compromis" ajoutant qu'à l'inverse, un succès sur cette question à la ministérielle "n'enverrait pas seulement un puissant message de solidarité mondiale, mais serait aussi la preuve que l'OMC a la capacité de répondre à une crise mondiale majeure".

L'ambassadeur de Norvège auprès de l'OMC, Dagfinn Sorli a reconnu que le conseil ADPIC qu'il préside "n'est pas encore en mesure de se mettre d'accord sur une conclusion concrète et positive à ce stade". Il annonce "qu'il va continuer à consulter les



membres sur la manière d'avancer vers un consensus" avant la ministérielle qui se tient du 30 novembre au 3 décembre à Genève.

De nouvelles consultations sont prévues le 26 octobre.

Le Conseil général, l'organe de décision de l'OMC entre deux ministérielles, doit se retrouver le 22 et 23 novembre et examiner le dossier.

Depuis un an, l'OMC est confrontée à des appels lancés par l'Inde et l'Afrique du Sud en faveur de la suppression tempo-

raire des protections de la propriété intellectuelle, afin selon eux de stimuler la production dans les pays en développement et de remédier aux inégalités criantes en matière d'accès aux vaccins. L'OMS a apporté son soutien à l'initiative, comme de nombreux autres pays et des ONG.

Cette idée rencontre une opposition farouche de la part des géants pharmaceutiques, au nom de leur effort financier dans la recherche, et de leurs pays d'accueil, pour qui les bre-

vets ne représentent pas le frein majeur à l'augmentation de la production de vaccins, et qui craignent qu'une telle mesure ne finisse par nuire à la capacité d'innovation.

L'Union européenne privilégie de faire appel à des licences obligatoires qui permettent aux pays de produire des médicaments ou des vaccins en cas d'urgence sanitaire en négociant des droits avec les entreprises qui détiennent les brevets.

Un processus jugé trop long par ses critiques quand la pandémie

GRIPPE/ COVID-19

La commissaire européenne à la Santé met en garde contre une "copandémie"

À l'approche de l'hiver, la circulation des virus responsables de la COVID-19 et de la grippe saisonnière pourrait éventuellement déclencher une "copandémie", averti vendredi la commissaire européenne à la Santé et à la Sécurité alimentaire, Stella Kyriakidou.

"Alors que l'hiver approche (...), nous devons agir et veiller à ce que nos systèmes de santé ne soient pas surchargés", a-t-elle dit dans un communiqué.

Mme Kyriakidou a rappelé que jusqu'à 40.000 personnes dans l'Union européenne (UE) meurent chaque année des conséquences de la grippe, pandémie de coronavirus ou non, et a appelé le public à se faire vacciner contre la grippe saisonnière. Grâce aux restrictions imposées en raison de la pandémie actuelle, l'UE a connu l'an dernier une "saison grippale extrêmement peu virulente". "Faisons en sorte d'éviter une résurgence cette année

avec la réouverture progressive de nos sociétés", a-t-elle prévenu. La vaccination reste la forme de prévention la plus efficace, tant pour la COVID-19 que pour la grippe, a souligné la commissaire européenne à la Santé.

Près des trois quarts de la population adulte de l'UE ont été entièrement vaccinés contre le nouveau coronavirus, selon le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC). Ses statistiques montrent que si 90% des adultes ont été entièrement vaccinés au Portugal et en Irlande, seuls 34,8% le sont en Roumanie et 23,7% en Bulgarie.

Selon Stella Kyriakidou, la situation est tout aussi désastreuse en ce qui concerne l'acceptation globale de la vaccination contre la grippe. "Le taux de personnes âgées vaccinées atteint près de 70% dans certains Etats membres, mais reste inférieur à 10% dans d'autres", a-t-elle noté en exhortant à "changer cette situation".

FRANCE

Les tests covid désormais payants pour les non vaccinés

Les tests de dépistage du Covid-19 sont devenus payants vendredi pour les Français non vaccinés, qui semblaient s'accommoder de cette nouvelle règle devant les pharmacies. Les tests dits de "confort" resteront toutefois gratuits dans les territoires français ultramarins en état d'urgence sanitaire, dont les Antilles, la Guyane et Mayotte, selon un décret officiel paru vendredi. Mais pour 6,7 millions d'assurés français, partiellement ou non vaccinés, cet examen de dépistage n'est plus pris en charge par l'Assurance maladie, à moins de bénéficier d'une exception: prescription médicale, cas contact, test positif récent, contre-indication au vaccin. Ils devront déboursier environ 44 euros pour un PCR en laboratoire ou 25 euros pour un antigénique en pharmacie. Le but recherché est de pousser les réticents vers la piqûre, tout en allégeant la facture pour les pouvoirs publics. Le coût des tests va en effet s'envoler à 6,2 milliards d'euros cette année, après 2,2 milliards en 2020. Depuis le début de la campagne de vaccination en France, 50,8 millions de personnes ont reçu au moins une dose de vaccin. Resterait quelque 12% de Français non vaccinés.

ETATS-UNIS

Le nombre de cas de COVID-19 pédiatriques dépasse les 6 millions

Le nombre cumulé de cas de COVID-19 parmi les enfants aux Etats-Unis a dépassé les 6 millions, selon un rapport de l'Académie américaine de pédiatrie (AAP). En date du 7 octobre, plus de 6.040.000 enfants américains ont contracté le virus depuis le début de la pandémie, indique le rapport. Le nombre de nouveaux cas de COVID-19 parmi les enfants reste exceptionnellement élevé, selon le rapport. Plus de 148.000 cas ont été ajoutés entre le 30 septembre et le 7 octobre, et plus de 750.000 cas pédiatriques ont été ajoutés au cours des quatre dernières semaines. Sur deux semaines, du 23 septembre au 7 octobre, le nombre cumulé de cas de COVID-19 parmi les enfants a augmenté de 6% dans le pays, indique le rapport.



SOUK AHRAS

Démolition de dix bidonvilles au chef-lieu de wilaya

Dix (10) bidonvilles, nouvellement construits au niveau des sites urbains de Berral Salah et Laâraï, dans la commune de Souk Ahras, ont fait l'objet d'une opération de démolition par les services de la commune et de la daïra, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. "Ces bidonvilles ont été construits par certains opportunistes au niveau de ces deux sites", a précisé un communiqué émanant des services de la wilaya, ajoutant qu'"un individu impliqué dans la vente de ce type d'habitations

sur ces deux sites a été arrêté en attendant de prendre des mesures juridiques de rigueur à l'encontre des contrevenants.

Cette opération est inscrite dans le cadre d'une série d'actions visant à lutter contre le phénomène des constructions illicites et à faire face aux tentatives opportunistes et frauduleuses d'atteinte aux assiettes foncières appartenant aux Domaines, a souligné la même source.

Neuf (9) kiosques construits de manière illégale, sur la RN 16 dans les

zones d'Ain Sennour et d'El Meris dans la commune de Mechroha, et au niveau du quartier des 2900 logements au pôle d'occupation du sol (POS) n 10 du chef-lieu de wilaya, ont été éradiqués hier (mercredi) après-midi. Pour rappel, le chef de l'exécutif local de Souk Ahras, Lounès Bouzegza, avait donné des instructions strictes aux responsables des communes de la wilaya, afin d'intervenir immédiatement pour lutter contre les atteintes aux biens de l'Etat et des constructions sans autorisation.

ADRAR

Déficit en places pédagogiques à l'université "Ahmed Draïa"

L'université "Ahmed Draïa" d'Adrar a accueilli au titre de l'année universitaire 2021-2022 plus de 17000 étudiants, dépassant largement sa capacité réelle de 9.000 places pédagogiques, apprend-on jeudi des responsables de cette université.

Pour relever le défi et juguler cette situation, le rectorat a recouru à "l'ingénierie pédagogique" pour gérer le nombre important d'étudiants accueillis, au titre de la nouvelle rentrée universitaire, a affirmé le vice-recteur chargé de la pédagogie, le Dr. Djilali Kaloune, ajoutant que l'espoir est, cependant, fondé sur la concrétisation du projet de nouveau pôle universitaire de 8.000 places pédagogiques pour combler le déficit accusé en termes de capacités d'accueil de l'université.

Le dégel de ce projet est attendu impatientement pour accroître la capacité d'accueil des structures pédagogiques, eu égard aux effectifs étudiants croissants dans cette institution, a souligné le vice-recteur chargé de la pédagogie.

Le même responsable a fait état, cette année, de l'inscription sur la plateforme ministérielle de 2.876 inscrits nouveaux bacheliers, signalant que toutes les demandes de transfert ont été satisfaites. L'université d'Adrar offre un éventail de spécialités d'enseignement, dont 30 en Licence, 35 en Master et 42 spécialités pour les doctorants, encadrés par 493 enseignants permanents, dont 100 professeurs, a fait savoir M.Kaloune.

**TIZI-OUZOU/
FEMME RURALE
Plus de 12.500
projets financés
par l'ANGEM**

Un total de 12.570 projets au profit de femmes promotrices des zones rurales à Tizi-Ouzou, ont été pris en charge par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), a-t-on appris jeudi auprès de l'antenne locale de cet organisme.

Le secteur de l'artisanat vient en tête avec 5 679 projets financés, suivi de l'agriculture avec 3 185 et de l'industrie avec 2 797, a précisé Mme Dhehbia Boubchir, responsable locale au sein de l'ANGEM, ajoutant que les investissements dans des projets de divers services s'élèvent à 803 projets auxquels s'ajoutent 101 projets dans le secteur de la communication et enfin le bâtiment avec 5 projets.

Intervenant lors d'une rencontre dans le cadre de la célébration de la journée internationale de la femme rurale Mme Boubchir a souligné que "les projets destinés à la femme rurale représentent 63% des subventions accordées par l'ANGEM au niveau de la wilaya".

Elle a ajouté que "le défi aujourd'hui pour ces femmes est de dépasser le stade artisanal pour placer leurs produits sur le marché". Un besoin, a-t-elle souligné, "pris en charge à travers les formations dispensées à leur profit en collaboration avec d'autres intervenants sur le marché". La responsable de l'ANGEM a précisé que ces formations ont trait au marketing et à la gestion d'entreprise ainsi qu'aux relations avec les administrations commerciales et fiscales, qui interviennent toutes dans le processus de développement d'un projet d'investissement".

ILLIZI

170 femmes rurales ont bénéficié des programmes

Plus de 170 femmes rurales dans la wilaya d'illizi ont bénéficié depuis le début de l'année en cours de programmes d'appui et d'accompagnement leur permettant de développer leurs capacités de production et de contribuer à l'économie locale, selon les responsables de la Conservation des forêts de la wilaya.



Plus de 1.130 têtes de bétail (ovin, caprin et camelin) leur ont été ainsi distribuées, dans le cadre du Fonds national de développement rural, en vue de donner les moyens à la femme rural de développer des activités dans la filière laitière et dérivés et de fabrication de fromage-maison, de sorte à renforcer le potentiel productif local, a affirmé à l'APS le chargé de communication à la Conservation des forêts, Abdeslam Arab.

Le programme concerne aussi le financement de projets liés aux activités de la femme rurale et de la famille productive, via le dispositif de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), à l'exemple de l'artisanat traditionnel, l'agriculture et l'élevage, et qui participent à la satisfaction de certains besoins locaux de développement et la création d'emplois, a souligné, de son côté, le directeur de l'antenne locale de l'ANGEM, Ali Mellik. Saisissant l'opportunité de la cé-

lébration de la journée internationale de la femme rurale (15 octobre), la Conservation des forêts d'illizi a organisé une exposition avec la participation d'une vingtaine d'artisanes venues présenter leurs productions et des métiers de la femme en milieu rural, tels que l'artisanat traditionnel, l'élevage et la fabrication de fromage et dérivés. La manifestation, à laquelle ont pris part diverses instances concernées, à l'instar des services agricoles, l'ANGEM, les

cellules de solidarité de proximité et la Chambre de l'artisanat, a comporté également des ateliers de formation sur l'entrepreneuriat et les voies de consolidation des capacités de gestion chez la femme rurale. Des campagnes de sensibilisation en direction de porteuses de projets en zones enclavées et en milieu rural sont également initiées, au titre du programme de promotion de la femme rurale et son implication dans le développement socioéconomique.

BECHAR (CANCER DU SEIN)

720 femmes bénéficient d'un dépistage précoce

Quelque 720 femmes ont bénéficié à Bechar d'un dépistage précoce du cancer du sein au niveau de deux cliniques mobiles spécialisées mobilisées, au titre d'une campagne nationale de dépistage et de prévention de cette pathologie, a-t-on appris jeudi de ses initiateurs à Bechar.

L'opération, qui entre dans le cadre du Plan national anti-cancer, a touché depuis son lancement, samedi dernier et jusqu'à ce jeudi 720 femmes de différents âges, ont-ils précisé.

Au niveau de la clinique mobile mise en place conjointement par les associations "El Amal" d'Alger et "El Hayat" de Bechar au centre régional de lutte anticancéreuse de Bechar, elles étaient 420 femmes à bénéficier d'un dépistage par mammographie, en plus de consultations médicales gratuites par des spécialistes locaux et nationaux, a indiqué Mme Fouzia Zegalem, présidente de l'association locale "El Hayat", pionnière dans les activités de prévention et dépistage

du cancer du sein dans les wilayas de Bechar et Béni-Abbes.

"C'est grâce aux concours de l'association El-Amal d'aide aux cancéreux et l'apport du ministère de la Santé, que nous avons organisé cette campagne en direction des femmes issues des wilayas de Bechar et Béni-Abbes au titre des activités "Octobre rose", placée cette année sous le signe de "Unis tous pour combattre le cancer du sein", a-t-elle ajouté.

Les responsables de la seconde clinique mobile de dépistage précoce de cette maladie chez les femmes et les hommes, localisée à la place de la République au centre ville de Bechar, par les soins d'une entreprise économique (Guedila) en coordination et parrainage du ministère de tutelle a pris en charge les consultations médicales spécialisées de 300 femmes qui ont bénéficié d'une mammographie chez une clinique privée totalement prise en charge financièrement par l'entreprise en question, selon

M.Ghazli Yani chef de projet au niveau de cette entité et responsable de sa caravane médicale.

Après avoir touché les wilayas d'Alger, Blida, Oran, Tlemcen, la caravane poursuivra son parcours pour se rendre respectivement dans les wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaia, Sétif, Constantine, Skikda, Annaba et Biskra, signale M.Ghazli, dont l'entreprise a totalement aménagé un bus en clinique mobile, comme contribution à la prévention et la lutte contre le cancer du sein.

Des équipes médicales spécialisées ont supervisé cette opération dans la wilaya de Bechar, de même qu'elle ont respecté tous les protocoles d'examen, à commencer par la mammographie, l'échographie puis le recours à une deuxième lecture des comptes rendus afin de s'assurer de l'état de la maladie pour une prise en charge à travers une intervention chirurgicale ou une prescription des médicaments, a-t-on fait expliqué.

TÉBESSA

Plus de 370 micro-entreprises en difficulté recensées

Les services de l'antenne locale de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) de Tébessa ont recensé 378 micro-entreprises "en difficulté", a-t-on appris jeudi auprès de cet organisme.



Depuis la mise en place de la plate-forme numérique réservée aux micro-entreprises en difficulté, la mi-mars dernier, pas moins de 378 entreprises en difficulté ayant besoin d'un accompagnement, sur plus de 5.200 entreprises financées dans le cadre de ce dispositif, ont été recensées jusqu'à cette semaine, a révélé à l'APS la chargée de communication de cette agence locale, Ouahiba Kaba. Les causes les plus importantes des difficultés rencontrées par les jeunes investisseurs sont liées notamment au manque d'argent, aux pertes résultant de certaines catastrophes naturelles ou

d'une faible commercialisation, a souligné la même responsable. Le manque de formation en matière de gestion des micro-entreprises, a ajouté la même source, figure également parmi les raisons les plus importantes de leur défaillance, ce qui les amène à faire face à plusieurs problèmes allant jusqu'à l'incapacité de payer les dettes, d'où l'échec de l'investissement. Dans le but de trouver des solutions qui permettraient la relance de l'activité de ces micro-entreprises, les services de l'antenne de Tébessa de l'ANADE œuvrent à organiser des rencontres périodiques en

coordination avec divers secteurs, dont les Caisses des assurances sociales, et au niveau de plusieurs administrations et instances afin de leur permettre de bénéficier de certains avantages qui les encouragent à reprendre leur activité, a-t-elle encore indiqué. Aussi, des efforts sont actuellement déployés pour rééchelonner les dettes des bénéficiaires de crédits de financement, dans le cadre du dispositif de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat, après la promulgation de la décision portant annulation des poursuites judiciaires à leur encontre, en plus d'annu-

ler les pénalités de retard, a-t-elle affirmé. D'autre part, l'antenne locale de l'ANADE a conclu plusieurs conventions de partenariat avec des administrations publiques et des entreprises économiques versées dans les secteurs de la construction, de l'urbanisme, des travaux publics, des ressources en eau, de l'assainissement ainsi que l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et autres, et ce, pour donner la priorité aux jeunes investisseurs et propriétaires de micro-entreprises et leur permettre de participer aux appels d'offres nationaux, a fait savoir Mme Kaba.

ORAN ET SIDI BEL ABBÈS

Saisie de plus de 84.000 unités pyrotechniques

Plus de 84.000 unités pyrotechniques destinées à la commercialisation ont été saisies par les services de police d'Oran et Sidi Bel Abbès, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité. Les services de police de la wilaya de Sidi Bel Abbès ont saisi plus de 70.000 unités pyrotechniques, selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Cette quantité a été saisie au cours de différentes opérations de contrôle, opérées par les services de police, qui ont réussi à mettre en échec des opérations de vente de ces produits, dissimulés dans certains magasins, et d'autres, proposés sur les étales des marchands ambulants, précise la même source, ajoutant que les personnes impliquées ont été transférées au commissariat le plus proche pour les procédures judiciaires. Pour sa part, les services de police d'Oran, ont saisi quelque 13.978 unités pyrotechniques, de différents types et tailles, dans deux opérations distinctes, indique la sûreté de wilaya. La première opération menée par les services de la 5e sûreté urbaine, a permis de saisir 11.961 unités. Une procédure judiciaire a été engagée contre deux personnes, pour l'exercice d'une activité commerciale sans autorisation.

La deuxième opération, effectuée par la 9ème sûreté urbaine, s'est soldée par la saisie de 2.017 unités pyrotechniques, et une procédure judiciaire a été engagée contre une personne. Ces opérations rentrent dans le cadre de l'exécution du plan mis en place par la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), qui vise à sécuriser la célébration du Mawlid Ennabawi.

La campagne de lutte contre la commercialisation de ces produits dangereux pour la santé, se poursuit, a-t-on encore indiqué.

ORAN

Augmentation de la superficie consacrée aux légumes secs

La superficie consacrée aux légumes secs à Oran a été augmentée de 200 hectares, au titre de la saison agricole 2021-2022, a-t-on appris jeudi auprès de la coopérative des céréales et légumes secs (CCLS). Le programme de la filière des légumineuses tracé par la CCLS pour la saison agricole en cours vise une superficie globale de 200 ha pour la culture des lentilles et des pois chiches, a indiqué, à l'APS, le directeur adjoint des semences et production à la CCLS, Ayoub Tayebi. Cette superficie est appelée à augmenter cette saison sur des périmè-

tres de 150 ha de pois chiche et de 50 ha de lentilles, a-t-il précisé, rappelant que la saison écoulée elle avait atteint 120 ha. Grâce à l'expérience acquise par la CCLS et le savoir-faire des agriculteurs de la filière au niveau de la wilaya d'Oran, la superficie qui sera consacrée à la production des lentilles et des pois chiches sera élargie pour assurer au consommateur une disponibilité d'un produit local de qualité supérieur, selon la même source. La CCLS prévoit un rendement de 30 quintaux à l'hectare pour les lentilles et les pois chiches durant la saison

agricole actuelle, si les conditions climatiques seront favorables. La production de ces légumineuses a atteint, en termes de productivité, 10 qx/ha durant la saison écoulée faute de précipitations, sachant que le rendement moyen des lentilles et des pois chiches varie entre 25 et 30 qx/ha lorsque les conditions météorologiques sont favorable, a-t-on souligné. L'opération de commercialisation des lentilles et des pois chiches connaît, au niveau des points de vente de la CCLS, une affluence des citoyens surtout que ces produits sont de bonne qualité et leurs prix raisonnables.





FOOT/PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Guardiola : "Mahrez ne se plaint pas"



L'entraîneur de Manchester City (Premier League anglaise), Pep Guardiola, a évoqué le comportement exemplaire de l'international algérien, Riyad Mahrez. "Riyad Mahrez ne joue pas et il ne se plaint pas, Joao Cancelo

aussi. Je ne peux pas leur assurer du temps de jeu, je ne peux pas assurer combien de minutes chacun joue. Ils doivent toujours parler sur le terrain. Pas que Raheem, tous les autres. Ils savent qu'ils vont avoir des minutes, ils sont tous impliqués.",

a dit Guardiola lors d'une conférence de presse. Le technicien catalan a également évoqué le cas de Raheem Sterling en déclarant: " Raheem Sterling est notre joueur, j'espère qu'il sera un joueur incroyablement important pour

nous. Je ne sais pas s'il veut jouer davantage.". Dans une déclaration au Financial Times Live cette semaine, Raheem Sterling a indiqué : "S'il y avait une opportunité d'aller ailleurs, je serais ouvert à cela à ce stade de ma carrière."

FOOTBALL/ ALLEMAGNE
(8^E JOURNÉE)

**Choc des leaders,
Bayer-Bayern**

Le choc entre les deux premiers ex-aequo, le Bayer Leverkusen et le Bayern Munich aujourd'hui sera le moment fort de la 8e journée de Bundesliga. Avec son faux-pas à domicile contre Francfort (1-2) avant la fenêtre internationale, le Bayern (16 pts) a provoqué un resserrement en tête. Leverkusen compte également 16 pts. Dortmund et Fribourg suivent avec 15 pts. Le "Rekordmeister" sera-t-il perturbé par le buzz médiatique autour de Lucas Hernandez, dont la justice espagnole a ordonné mercredi l'incarcération, pour ne pas avoir respecté en 2017 une mesure d'éloignement qui lui avait été imposée après une rixe avec sa compagne? Hernandez est un titulaire indiscutable en défense centrale, et devrait être normalement aligné. Au chapitre des bonnes nouvelles, le Bayern a annoncé cette semaine qu'un autre Français, Corentin Tolisso, serait disponible pour le déplacement à Leverkusen, après un mois d'arrêt en raison d'une blessure musculaire.

FOOT/ESPAGNE
(9^E JOURNÉE)

**Le Barça scruté contre
Valence**

Alors que le Real Madrid et l'Atlético ont vu leurs matches contre Bilbao et Grenade repoussés, le FC Barcelone, en pleine reconstruction, va accaparer toute la lumière ce soir au Camp Nou contre Valence pour la 9e journée de Liga. Ce sera peut-être l'occasion de revoir les attaquants stars tant attendus Ousmane Dembélé et Sergio Agüero. Selon la presse catalane, les deux joueurs, blessés en début de saison, mais en avance sur leurs programmes de reprise, pourraient bien figurer sur la feuille de match aujourd'hui.

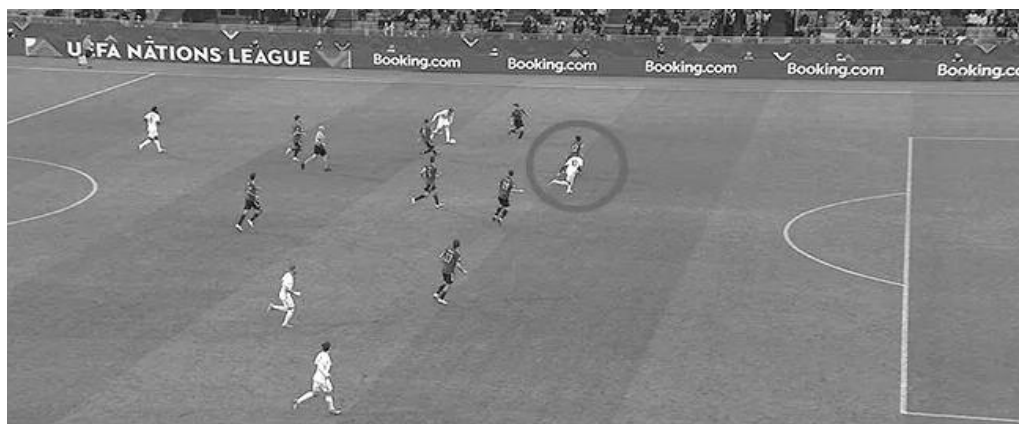
FOOT/ EURO 2025
(DAMES)

**Les fédérations
nordiques candidates à
l'organisation du
tournoi**

Les fédérations nationales de football des quatre pays nordiques ont annoncé vendredi poser leur candidature pour l'organisation de l'Euro féminin en 2025. "A la DBU (la fédération danoise de football) et dans les fédérations nordiques, nous avons une vision très ambitieuse pour le développement du football féminin (...). Nous sommes convaincus qu'un accueil nordique du Championnat d'Europe 2025 sera fantastique pour le football féminin - pour les fans, les joueuses, les parties prenantes et l'UEFA", a assuré le patron du foot danois, Jesper Møller, cité dans un communiqué. Les fédérations nordiques - Danemark, Finlande, îles Féroé, Islande, Norvège et Suède - réfléchissaient depuis 2018 à l'organisation d'une compétition internationale mais cette candidature ne concerne finalement que les trois pays scandinaves et la Finlande. "Les pays nordiques se sont engagés à organiser un événement de premier ordre qui promeut les valeurs d'égalité, fait progresser le football, renforce la participation et laisse un héritage durable dans les pays nordiques et dans toute l'Europe", a mis en avant la fédération suédoise dans un communiqué. Cette année, parmi les 20 joueuses en lice pour le Ballon d'Or féminin, dont le premier avait été attribué à la Danoise Pernille Harder, deux sont Danoises et une Suédoise. Aux Jeux olympiques de Tokyo cet été, les Suédoises s'étaient inclinées en finale aux tirs au but devant le Canada (1-1, aux t.a.b : 2-3).

FOOT/ BUT CONTESTÉ DE MBAPPÉ
**L'UEFA prône une
réécriture de la règle
du hors-jeu**

L'UEFA prône une reformulation de la règle du hors-jeu après le but de la victoire française en Ligue des nations inscrit dimanche par Kylian Mbappé contre l'Espagne, "correctement" arbitré mais contraire "à l'esprit du jeu".



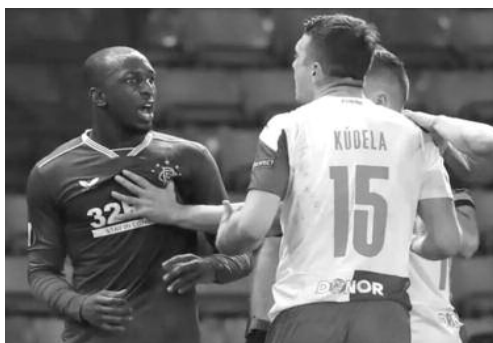
Vivement critiqué en Espagne, l'arbitre anglais Anthony Taylor "a pris une décision correcte, basée sur la règle existante et son interprétation officielle", a déclaré vendredi le responsable de l'arbitrage au sein de l'instance européenne, Roberto Rosetti. Selon M. Rosetti, en tentant d'intercepter la passe de Théo Hernandez à la 80e minute, le défenseur espagnol Eric Garcia a bien remis Kylian Mbappé en jeu, même s'il se trouvait plus éloigné du but que lui, parce qu'il est "intervenu pour jouer la

ball". "Toutefois, ce cas nous montre que l'interprétation actuelle de la loi semble être en conflit avec l'esprit de la loi elle-même, qui est d'empêcher tout joueur de tirer avantage de sa position de hors-jeu", ajoute l'ancien arbitre international italien. Pour lui, "la position de l'UEFA est qu'il est possible d'améliorer la formulation" de la règle édictée par l'International Board (IFAB), l'instance régissant les lois du jeu, "pour la rendre conforme à l'objectif de la loi sur le hors-jeu et à l'esprit du jeu".

Roberto Rosetti a précisé avoir "déjà pris contact" la FIFA et l'IFAB, et "discutera des solutions lors de la prochaine réunion du groupe consultatif technique" de l'International Board, programmé le 27 octobre. Pour l'heure, le texte est formulé ainsi: "Un joueur en position de hors-jeu qui reçoit un ballon joué délibérément par un adversaire, y compris de la main ou du bras, n'est pas considéré comme tirant un quelconque avantage de sa position, sauf en cas de sauvetage délibéré par un adversaire."

FOOTBALL / SIFFLETS CONTRE GLEN KAMARA À PRAGUE
L'UEFA referme l'enquête, faute de preuves suffisantes

L'Union européenne de football (UEFA) a refermé vendredi l'enquête disciplinaire réclamée par les Glasgow Rangers contre le Sparta Prague, suite aux sifflets qui avaient ciblé leur joueur Glen Kamara, fin septembre dernier en Tchéquie, lors d'un match comptant pour l'Europa League. Les investigations préliminaires "ont conclu qu'il n'y avait pas de preuve suffisante d'une conduite raciste ou discriminatoire lors de ce match pour ouvrir des poursuites disciplinaires contre le Sparta Prague", a indiqué l'instance européenne dans un communiqué. Ce nouveau différend entre les deux clubs avait pris début octobre une tournure diplomatique, lorsque le ministre tchèque des Affaires étrangères Jakub Kulhanek avait annoncé sur Twitter qu'il comptait "convoquer" l'ambassadeur britannique "pour



discuter de cette affaire". Conspué pendant tout le match de Ligue Europa remporté (1-0) le 30 septembre par le Sparta Prague, Kamara, né en Finlande de parents sierra-léonais, avait déjà été victime en mars dernier d'insultes racistes proférées par le défenseur du Slavia Ondrej Kudela lors d'un autre match de

C3, ce qui avait valu à l'international tchèque d'être suspendu pour 10 rencontres. En août, le milieu de terrain de l'AS Monaco Aurélien Tchouaméni avait quant à lui été la cible de cris racistes lors de la victoire des Monégasques à Prague face au Sparta, en match de qualification pour la Ligue des cham-

piens. Sanctionné par l'UEFA, le Sparta Prague devait d'ailleurs jouer le match contre les Rangers à huis clos, mais l'instance du foot européen avait finalement autorisé la présence d'environ 10.000 supporters, dont la plupart étaient des enfants. L'avocat de Glen Kamara, Aamer Anwar, avait accusé dans un communiqué Prague d'avoir "un sérieux problème avec le racisme" ajoutant que "Comme d'habitude, l'UEFA est invisible". Des accusations de racisme qui avaient suscité l'ire du Sparta Prague et des autorités tchèques. Dans un communiqué, le club avait qualifié les déclarations d'Aamer Anwar de "désespérantes". "Arrêtez d'attaquer nos enfants", avait encore lancé le club : "Il est totalement incroyable qu'après un match, des enfants innocents soient ciblés par des attaques et accusés de manière infondée d'être racistes".

HAND-SUPERCOUPE D'ALGÉRIE (MESSIEURS)

Une première pour la JS Saoura

La JS Saoura a décroché un trophée historique en remportant la Supercoupe d'Algérie de handball (messieurs) face à la JSE Skikda sur le score de 23-22 (mi-temps : 12-11) vendredi au Palais des sports d'Oran.

Cette victoire a été le fruit de la détermination des "Canaris" du Sud, qui vient consacrer quatre saisons seulement de présence parmi l'élite, a déclaré à l'APS, l'entraîneur de la JSS, Lyes Bestandji.

«Nous avons joué contre le tenant du titre, en d'autre terme, c'est la JSE Skikda qui était le favori pour décrocher le trophée. Cela nous a, en quelque sorte, aidé, dans la mesure où on a joué avec moins de pression», a commenté demblée le driver de la JSS.

Et comme tout le monde dans le club était persuadé que l'occasion est propice pour écrire en lettres d'or l'histoire de ce club dans le jeu à sept algérien en disputant une première finale dans son palmarès, les protégés de Bestandji ont abordé la partie avec une meilleure détermination, comme l'atteste l'avance, maigre soit-elle, qu'ils ont pris à l'issue de la première mi-temps.

«Nous voulions ce titre, et c'est ce qui explique le match héroïque que mes capés ont réalisé. Je les félicite du reste pour leur grande volonté, malgré leur manque de préparation», a ajouté le coach de la JSS.

Cette victoire, qui s'est dessinée dans les dernières secondes de la rencontre, devrait constituer une motivation supplémentaire pour les gars de Béchar avant leur participation, dans une dizaine de jours, à la coupe arabe des clubs prévue à Hammamet (Tunisie).

Mais leur coach se veut réaliste : «Ce sera une première expérience pour notre équipe sur la scène internationale. La mission ne sera pas du tout facile, car nous allons affronter des gros bras du handball arabe, tels que les Qataris d'Al Wakra, ou les Tunisiens de l'Espérance de Tunis. Ajouter à cela, nous n'avons que trois semaines de préparation, ce qui compliquera davantage nos affaires. Cela dit, nous allons nous donner à fond pour bien représenter le handball algérien», s'est-il engagé.

Pour sa part, l'entraîneur du finaliste malheureux, en l'occurrence, Farouk Dehili, s'est dit "fier" de ses protégés malgré la défaite. «La JSE Skikda est le seul club de l'élite peut être qui possède un effectif composé essen-



tiellement des joueurs du cru. Pour ce match, nous avons lancé dans le bain plusieurs jeunes après le départ de nos meilleurs joueurs dont des internationaux. Malgré cela, nous aurions pu gagner, surtout que la partie s'est jouée sur des détails», a-t-il regretté. Les poulains de Dehili auront l'occasion de se racheter dans quelques jours, puisqu'ils sont concernés eux aussi par la coupe arabe des clubs. Un challenge qui s'annonce néanmoins, aux yeux de ce technicien, «très difficile».

«Il faut reconnaître qu'on n'est pas bien préparés. On s'attend donc à ce que notre mission soit délicate à Hammamet. Ce sera toutefois une occasion pour mon équipe afin de gagner en expérience et surtout avoir plus de matchs dans les jambes en prévision de la nouvelle saison», a-t-il encore dit.

Retour du public

Cette finale de la Supercoupe a été marquée par le retour du public aux tribunes, une première depuis la propagation du Coro-

navirus en Algérie en mars 2019, ayant conduit d'abord à l'interruption de toutes les activités sportives, puis à leur relance mais à huis clos, concernant les sports collectifs. Le wali d'Oran, Saïd Sayoud, qui a présidé la cérémonie de remise des trophées, s'est justement attardé sur le retour des spectateurs dans les tribunes, ajoutant qu'Oran est honoré du fait qu'elle soit la première ville en Algérie à ouvrir le bal dans ce registre après plusieurs mois de "huis clos". Il a profité de l'occasion pour appeler les jeunes et les mordus des rencontres sportives à «se rendre en masse aux centres de vaccination contre la Covid-19 afin de prévenir davantage la pandémie, surtout que l'accès aux stades et salles sportives est permis uniquement aux personnes vaccinées», a-t-il rappelé. La finale de la Supercoupe messieurs a été précédée par celle des dames et a vu la consécration du HBC El Biar devant CF Boumerdes sur le score de 27 à 24.

R.S

Brèves

NATATION/ CHAMPIONNATS D'AFRIQUE OPEN

Trois nouvelles médailles pour l'Algérie

La sélection algérienne de natation a remporté trois nouvelles médailles, toutes en bronze, aux Championnats d'Afrique Open, vendredi soir au terme de la 5e journée de compétition à Accra. Ces médailles ont été l'œuvre d'Amel Melih sur 50 m nage libre, Abdellah Arjounne sur 100 m dos et Remzi Chouchar sur 200 m papillon. De son côté, Oussama Sahnounne s'est contenté de la 5e place au 100 m nage libre avec un chrono de 51.00, loin derrière le champion d'Afrique égyptien, Mohamed Samy (50.23) et le duo sud-africain Guy Brooks (50.34) - Clayton Jimmy (50.79). Au total, l'Algérie compte neuf médailles après cinq jours de compétition : 1 or, 2 argent et 6 bronzes. La 14e édition des Championnats d'Afrique Open, prévue initialement à Durban en Afrique du Sud en avril 2020, avait été reportée à cause de la pandémie de COVID-19. Quelque 400 athlètes de plus de 30 pays, dont cinq Algériens, sont présents dans la capitale ghanéenne qui accueille la compétition pour la première fois de son histoire.

HAND-SUPERCOUPE D'ALGÉRIE (DAMES)

L'expérience du HB El Biar a eu raison de la volonté du CF Boumerdes

Le HB El Biar n'a pas donné l'occasion à son adversaire en finale de la Supercoupe d'Algérie dames, le CF Boumerdes afin de créer la surprise lors de cette sixième édition de l'épreuve jouée vendredi au Palais des sports Hamou-Boutellil d'Oran. C'est surtout grâce à l'expérience de ses joueuses que le club algérois a réussi à enrichir son palmarès par un nouveau trophée en l'emportant sur le score de 27-24 (mi-temps 15-13). L'entraîneur du HB El Biar, Moulay Fatah, dont il s'agit de sa première sortie sur le banc de cette formation, a salué cette performance dans sa déclaration d'après match à la presse.

"Nous avons entamé notre préparation depuis déjà deux mois, et je peux dire que mes joueuses ont été bien récompensées pour avoir abordé le rendez-vous avec beaucoup de détermination. J'estime que l'aspect physique a fait la différence, car nous étions mieux préparés que l'adversaire", a-t-il dit.

Cette épreuve inaugurale de la nouvelle saison 2021-2022 est intervenue également à point nommé pour les algéroises qui s'apprentent à disputer le championnat arabe des clubs dont le coup d'envoi sera donné le 23 de ce mois à Hammamet (Tunisie).

"Il s'agit ainsi, selon Fatah Moulay, d'une bonne préparation pour la compétition arabe "pendant laquelle on tâchera de réaliser le meilleur résultat possible", a encore souligné le coach du HB El Biar. En fait, les filles d'El Biar seront accompagnées dans cette compétition par les finalistes malheureuses de la Supercoupe, à savoir le CF Boumerdes. Et si le HB El Biar est un habitué des épreuves Internationales, ce sera en revanche une première expérience du genre pour les filles de Boumerdes.

Ces dernières vont partir à Hammamet pour faire de l'apprentissage, explique leur entraîneur Abla Hani, à l'APS à l'issue de la finale de la Supercoupe. "Déjà, c'est la première fois qu'on joue une finale d'une coupe. Malgré notre défaite aujourd'hui, j'estime que mes joueuses ont rendu une belle copie. Leur inexpérience nous a joué un mauvais tour. Cela dit, ça reste une belle réputation générale pour mon équipe en vue du rendez-vous arabe", a-t-elle déclaré.

Pour autant dire, Abla Hani a reconnu que les siennes manquent de préparation pour jouer une compétition aussi relevée.

"Nous avons trouvé des difficultés pour nous préparer après plus d'une année d'arrêt. Ce n'est pas aussi facile de rattraper tout ce retard. Cela dit, comme il s'agit de notre première participation sur la scène internationale, on va en profiter pour gagner en expérience", a-t-elle encore précisé.

La Supercoupe d'Algérie a mis aux prises exceptionnellement cette saison le champion de l'exercice 2019-2020, qui est le HB El Biar, et son vice champion, le CF Boumerdes, vu que la coupe d'Algérie des deux dernières saisons, tout comme la précédente édition du championnat ont été annulées à cause de la pandémie du Covid-19, rappelle-t-on.

R.S

JM ORAN-2022

Livraison de la totalité des infrastructures rénovées en décembre

Les infrastructures sportives d'Oran concernées par une large opération de mise à niveau en prévision de l'organisation dans cette ville de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM), l'été 2022, seront livrées dans leur totalité avant la fin de l'année 2021 en cours, a annoncé le wali, Saïd Saayoud. S'exprimant devant la presse à l'issue de la Supercoupe d'Algérie vendredi soir au Palais des Sports (Hamou-Boutellil), l'un des équipements concernés par les travaux de rénovation, M. Saayoud a fait savoir que le taux d'avancement des chantiers des équipements sportifs en question est estimé à 90%.

"Dans l'ensemble, les travaux au niveau des différentes structures faisant l'objet de travaux de réaménagement et de modernisation ont atteint les 90%. Certains de ces équipements sont déjà livrés, alors que ceux restants seront réceptionnés avant la fin de l'année en cours", a indiqué le wali d'Oran. Les chantiers en question concernent

une quinzaine d'équipements, dont les travaux sont supervisés par la direction locale de la Jeunesse et des Sports. Il s'agit d'anciennes infrastructures réservées à la compétition officielle lors des JM qui vont disposer désormais des normes internationales à tous les niveaux, s'est réjoui le premier responsable de la capitale de l'Ouest du pays. Outre le Palais des Sports, d'autres importantes infrastructures sportives ont bénéficié de travaux de rénovation, tels que le complexe de Tennis, sis à Haï Es-Salem dans la commune d'Oran, le centre équestre Antar-Ibnou Cheddad à Es-Senia, le champ de tirs à Bir El Djir, et l'Institut de formation des cadres de sports à Ain El Turck.

Dans ce contexte, M. Saayoud a évoqué l'avancement des travaux au niveau du nouveau complexe sportif de la ville faisant part de sa "satisfaction" quant à la relance des chantiers des équipements dont la cadence des travaux a été marquée par une certaine lenteur au cours

de ces derniers mois.

"Depuis la visite du Premier ministre au niveau des chantiers du complexe sportif, la cadence des travaux a connu une nette progression, notamment au niveau des unités qui souffraient du retard dans leur réalisation, à l'image notamment du centre nautique et de la salle omnisport, après avoir augmenté le nombre des ouvriers", a-t-il assuré, rappelant que la société chinoise réalisatrice, a été sommée de livrer le complexe en question dans sa totalité avant le 31 décembre 2021.

"Une chose est sûre, on sera prêts pour la 19e édition des JM, qui sera une occasion pour notre pays de montrer ses capacités organisationnelles d'événements de cette envergure, et ce, à tous les niveaux", a-t-il soutenu. La 19e édition des JM, initialement prévue pour l'été 2021, a été décalée d'une année à cause de la crise sanitaire mondiale liée au Coronavirus, rappelle-t-on.

R.S

AFGHANISTAN

Moscou invite Washington à participer aux prochaines consultations

La Russie a invité les Etats-Unis à participer aux prochaines consultations sur l'Afghanistan qui auront lieu à Moscou, a indiqué vendredi le représentant spécial du président russe pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov. Moscou étudie aussi actuellement une proposition de l'Iran d'accueillir à Téhéran une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de l'Afghanistan, a rapporté l'agence de presse TASS, citant M. Kabulov. Le ministère russe des Affaires étrangères a estimé jeudi que la reconstruction post-conflit et l'aide humanitaire figurent en bonne place dans l'ordre du jour des pourparlers multilatéraux qui se tiendront à Moscou la semaine prochaine. La Russie a invité des représentants des talibans à la réunion prévue pour le 20 octobre. Les consultations sur l'Afghanistan au format de Moscou ont été lancées en 2017 sur la base du mécanisme de consultation à six entre les représentants de la Russie, de l'Afghanistan, de la Chine, du Pakistan, de l'Iran et de l'Inde. Le premier cycle de consultations a eu lieu le 14 avril 2017 et a réuni les vice-ministres des Affaires étrangères et représentants de 11 pays, à savoir la Russie, l'Afghanistan, la Chine, le Pakistan, l'Iran, l'Inde, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan.

TCHÈQUES

Babis renonce à redevenir Premier ministre

Le Premier ministre sortant tchèque, Andrej Babis, dont le parti populiste a perdu de justesse les élections législatives la semaine dernière, a déclaré vendredi qu'il refuserait une offre de former le nouveau gouvernement et qu'il entrerait dans l'opposition. Cette renonciation donne le champ libre à Petr Fiala, le chef de l'alliance de centre droit Ensemble qui a remporté de peu le scrutin, pour être désigné Premier ministre. En coalition avec une alliance de deux partis centristes, Ensemble à la majorité absolue à la chambre basse du parlement, avec 108 des 200 sièges. "Nous remettrons (le poste de Premier ministre) à la nouvelle coalition et nous irons dans l'opposition", a déclaré M. Babis à la radio Frekvence 1. Les deux alliances ont déjà commencé à travailler de concert pour former le nouveau gouvernement. C'est le président Milos Zeman, qui est en soins intensifs dans un hôpital de Prague depuis dimanche, qui doit désigner le nouveau Premier ministre chargé de former un gouvernement. M. Zeman avait prévenu avant les élections qu'il choisirait pour occuper les fonctions de Premier ministre le chef d'un parti et non d'une alliance, laissant entendre que son ancien allié politique M. Babis, un homme d'affaires milliardaire, serait le premier désigné.

ABDALLAH HAMDOK
(PREMIER MINISTRE SOUDANAIS)

La transition vit sa "pire crise"



Le Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok a estimé vendredi que la transition, engagée en 2019 après 30 années de dictature, traversait sa "pire crise" alors que les tensions au sommet du pouvoir sont au plus fort. Dans une adresse à la nation faite alors que les blocs militaire et civil censés mener le Soudan vers des élections en

2023 ne cessent de se fracturer, M. Hamdok a évoqué péle-mêle le coup d'Etat manqué du 21 septembre, les blocages de manifestants dans l'Est et la "crise politique sévère" actuelle. "Je n'exagère pas si je vous dis que c'est la pire crise et la plus dangereuse pour la transition, elle menace le pays dans son ensemble et n'annonce rien de bon", a déclaré en préambule

M. Hamdok à la télévision d'Etat. Evoquant "les divisions profondes entre les civils, entre les militaires, et entre les civils et les militaires", il a estimé que "l'essence de la crise" se trouvait dans "l'incapacité à arriver à un consensus sur un projet national entre les forces révolutionnaires et du changement". Signe que la gestion de la transition divise, la capitale est censée être le théâtre ces pro-

chains jours de manifestations rivales. Samedi défilèrent les forces qui ont récemment fait sécession au sein des Forces pour la liberté et le changement (FLC), fer de lance de la révolution populaire ayant renversé en 2019 Omar el-Béchir. Et jeudi, le canal historique des FLC a prévu de descendre dans les rues pour réclamer un transfert du pouvoir aux seuls civils.

GUINÉE-BISSAU

Le gouvernement dément l'existence de préparatifs d'un putsch

Le gouvernement de Guinée-Bissau a démenti vendredi l'existence de préparatifs en vue d'un putsch, dans ce pays ouest-africain familier des coups de force. Le chef d'état-major des armées, le général Biagué Na Ntan, avait déclaré jeudi que l'armée avait identifié "un groupe de militaires (...) qui est en train de mobiliser des soldats en achetant leur conscience contre des billets de banque afin de subvertir l'ordre constitutionnel établi". Le porte-parole du gouvernement et ministre du Tourisme Fernando Vaz a démenti que le chef d'état-major ait ainsi évoqué les préparatifs d'un putsch. "Nous voulons informer l'opinion nationale et internationale que le chef d'état-major n'a déjoué aucune mobilisation pour une tenta-

tive de coup d'Etat en préparation. Nous démentons catégoriquement cette information", a-t-il dit devant la presse. Il a déclaré que les propos de l'officier avaient été tirés de leur contexte et que celui-ci avait au contraire voulu exhorter les jeunes soldats à se tenir à l'écart de tels coups de force. Les propos du général Biagué Na Ntan étaient tenus le jour où le président Umaro Sissoco Embaló s'en allait pour une visite en France. "Quelques mois après l'élection du président Sissoco Embaló, la Guinée-Bissau a retrouvé un chemin vers la stabilité politique et conduit ses réformes", a dit le président français Emmanuel Macron lors d'une déclaration conjointe devant la presse vendredi.

SOUS-MARINS AUSTRALIENS

L'UE juge que l'"incident" avec Washington est clos

L'"incident" est clos: le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a annoncé vendredi à Washington sa volonté de tourner la page de la crise franco-américaine qui avait refroidi les relations entre les Etats-Unis et Bruxelles, saluant une coopération transatlantique renforcée. "Nous n'allons pas être masochistes et insister encore et encore sur nos problèmes, nous devons les surmonter et regarder vers l'avenir", a-t-il dit à des journalistes au lendemain de sa rencontre avec son homologue américain Antony Blinken. "Il y a eu un incident, il y a eu quelques malentendus, il y a eu un manque de communication, tout cela a déjà été dit", a-t-il relevé. "C'est bon, c'est fini, allons de l'avant. Et commençons à travailler ensemble plus étroitement", a-t-il ajouté. En septembre, Josep Borrell avait exprimé la "solidarité" de l'Union européenne à l'égard de la France dans la crise sans précédent qui l'opposait aux Etats-Unis. En cause, l'annonce par le président américain Joe Biden d'une nouvelle alliance dans la région indo-pacifique avec l'Australie et le Royaume-Uni, qui est venue torpiller un mégacontrat de sous-marins passé entre Paris et Canberra. Les autorités françaises ont dénoncé un "coup dans le dos" et une "rupture de confiance". Le président Biden et son homologue français Emmanuel Macron se sont finalement entendus pour tenter de rétablir la confiance.

MER DU JAPON

Un destroyer américain empêché de violer les eaux territoriales russes

Un navire anti-sous-marin russe a repéré un destroyer américain et l'a empêché de violer les eaux territoriales russes en mer du Japon vendredi, a indiqué le service de diffusion Zvezda du ministère russe de la Défense dans un communiqué. Le destroyer USS Chafee s'est approché des eaux territoriales russes et a tenté de franchir la frontière de l'Etat après avoir opéré dans la mer du Japon pendant plusieurs jours, a rapporté Zvezda.

Le navire anti-sous-marin russe Admiral Tributs a repéré le navire de guerre étranger, a émis un avertissement informant le destroyer du caractère inadmissible de telles actions, et a dû chasser l'intrus des eaux territoriales lorsque le navire de guerre américain n'a pas changé de cap suite à l'avertissement. Le navire américain a changé de direction et a fait demi-tour plus tard lorsque le navire de guerre russe se trouvait à moins de 60 mètres.

Les actions du destroyer américain constituent une violation flagrante du Règlement international pour prévenir les abordages en mer ainsi que de l'accord soviéto-américain de 1972 sur la prévention des incidents en haute mer, ajoute Zvezda. Le ministère russe de la Défense a ensuite convoqué l'attaché de défense de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou au sujet de la violation de la frontière russe par le destroyer américain.

RÉFUGIÉS AFGHANS

Le HCR appelle les Etats à accélérer les procédures de réunification familiale

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) demande instamment aux Etats de faciliter et d'accélérer les procédures de réunification familiale pour les Afghans dont les familles sont restées en Afghanistan ou qui ont été déplacées dans la région.



Pour le HCR, il s'agit de donner la priorité aux procédures d'admission au regroupement familial et de les simplifier. Et si les récents développements politiques en Afghanistan n'ont pas entraîné de déplacements transfrontaliers à grande échelle, de nombreuses personnes parmi les populations afghanes de réfugiés et de demandeurs d'asile préexistantes restent séparées de leurs familles en raison de l'inaccessibilité des procédures de regroupement familial. "Nombreux sont ceux qui se rendent dans les bureaux du HCR, désespérément inquiets pour la sécurité et le bien-être des membres de leur famille restés en Afghanistan ou dans les pays voisins", a déclaré lors d'un point de presse à Genève, Shabia Mantoo, porte-parole du HCR. Alors que de nombreux pays disposent de cadres juridiques spécifiques qui prévoient le regroupement familial des réfugiés et of-

frent des garanties et des dérogations spécifiques, le HCR craint que de nombreux réfugiés afghans ne soient confrontés à des obstacles administratifs considérables dans la réalisation de ce droit légal. Parmi ces obstacles, l'Agence onusienne cite "les coûts prohibitifs, les longs délais d'attente et les exigences inflexibles en matière de documentation". "Avec la fermeture de nombreuses ambassades et consulats en Afghanistan, de nombreux réfugiés rencontrent également des difficultés pour obtenir et fournir les documents nécessaires", a ajouté Mme Mantoo. Alors que quelques pays se sont récemment engagés à accélérer les procédures, notamment par l'adoption de programmes de visas humanitaires, et à donner la priorité aux procédures de réunification des familles afghanes, le HCR exhorte donc les Etats à "assouplir, élargir et accélérer ces dispositions". En attendant, de nombreux

ambassades et consulats sont actuellement fermés à Kaboul. Le HCR exhorte donc les pays à prendre en compte les contraintes auxquelles les réfugiés peuvent être confrontés pour pouvoir satisfaire aux exigences administratives et documentaires imposées pour ces admissions. "Dans le contexte actuel, beaucoup de ceux qui cherchent à retrouver leurs proches dans des pays tiers seront de toute façon considérés comme des réfugiés et pourront bénéficier de toutes les garanties de protection des réfugiés", a détaillé la porte-parole du HCR. L'Agence onusienne encourage également les pays à "appliquer des critères humains pour identifier les membres de la famille éligibles dans le cadre de ces programmes, en tenant compte des diverses compositions et structures familiales".

R.I

GUINÉE

Le président de transition sollicite l'accompagnement de l'UE

Le président de transition en Guinée, Mamadi Doumbouya, a sollicité, vendredi, l'accompagnement des diplomates des pays membres de l'Union européenne (UE), afin de bâtir des institutions fortes, au terme de la transition politique enclenchée depuis le 5 septembre, a rapporté vendredi la chaîne d'Etat. Au cours d'une audience tenue au palais présidentiel, M. Doumbouya a évoqué la vision du Comité national de rassemblement et de développement (CNRD, au

pouvoir), qui est de réconcilier les Guinéens et de bâtir des institutions fortes, gages de toute démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance. Avec le chef de la délégation de l'UE Joseph Coll ainsi que les ambassadeurs représentants des pays membres de l'UE les discussions ont porté également sur le processus de transition dont la réussite sera le reflet de la refondation de l'administration afin d'en faire un levier de développement et d'établir les bases d'une justice indépendante et accessible

à tous. "Je voudrais encore une fois vous donner des éléments de compréhension de la situation que vivait notre pays à la lumière des concertations que nous avons eu avec les acteurs de la vie nationale", a déclaré le président de transition. Il a affirmé que le sujet de la durée de la transition cristallisait les débats en Guinée et qu'il réitérait devant la communauté internationale, y compris l'Union Européenne son intention d'y faire face.

R.I

CAUSE PALESTINIENNE

Le Parlement arabe réaffirme son soutien "ferme"

Le président du Parlement arabe, Adel Abdulrahman Al Asoomi, a réitéré, hier, le soutien "ferme" et "permanent" du Parlement à la cause palestinienne, affirmant avoir saisi des organisations internationales au sujet des violations des forces de l'occupation israéliennes dans la mosquée d'El Aqsa. Lors de son discours à l'ouverture de la 1ère réunion de la 2ème session de la 3ème législature, tenue

au siège du Secrétariat général de la Ligue des Etats arabes au Caire, Al Asoomi a déclaré que "le Parlement arabe poursuivait son mouvement international en faveur de la cause palestinienne". Il a ajouté que le parlement s'est adressé au secrétaire général des Nations Unies, au Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, au président de l'Union interparlementaire, aux chefs des parlements régionaux et au direc-

teur général de l'UNESCO, concernant les crimes et les violations systématiques de la force d'occupation israélienne dans la mosquée Al-Aqsa et la mosquée Ibrahimy à El Khallil. Il a souligné que "le Parlement restera un partenaire actif au service des intérêts supérieurs de la nation arabe, et une aile complémentaire de la diplomatie officielle arabe dans la défense de toutes les questions".

R.I

Brèves

NIGERIA

Plus de 13.000 éléments de Boko Haram se rendent

Plus de 13 000 éléments du groupe terroriste Boko Haram se sont rendus aux forces de l'ordre au cours des deux dernières semaines au Nigeria, a indiqué le ministère nigérian de la Défense. Sur la période du 1er au 14 octobre, plusieurs opérations militaires ont été menées contre des éléments de Boko Haram, selon le porte-parole adjoint du ministère nigérian de la Défense, Bernard Onyoko. Il a expliqué que les opérations ont poussé plus de 13243 terroristes et leurs familles à se rendre aux forces de l'ordre. Il a souligné que l'armée a saisi de nombreuses armes et munitions appartenant aux membres du groupe. Depuis 2009, les violences de Boko Haram ont fait plus de 30 000 victimes et trois millions de déplacés, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires.

ATTENTAT CONTRE UNE MOSQUÉE EN AFGHANISTAN

Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a fermement condamné l'horrible attaque terroriste de vendredi contre une mosquée à Kandahar, dans le sud de l'Afghanistan, qui a fait plus de 30 morts et des dizaines de blessés. Elle survient à la suite de plusieurs autres attaques récentes contre des institutions religieuses en Afghanistan, dont celle la semaine dernière contre une mosquée chilte à Kunduz (nord), revendiquée par l'antenne locale de l'organisation terroriste autoproclamée "Etat islamique" (EI/Daech), ont noté ses membres dans un communiqué. Ils ont exprimé leur plus profonde sympathie et leurs condoléances aux familles des victimes et souhaité un prompt et complet rétablissement aux blessés. Les membres du Conseil de sécurité ont souligné la nécessité de tenir les auteurs, les organisateurs et les financiers de ces actes de terrorisme irrépréhensibles pour responsables et de les traduire en justice, exhortant tous les pays à coopérer activement avec toutes les autorités compétentes à cet égard. Ils ont également souligné la nécessité de combattre par tous les moyens les menaces à la paix et à la sécurité internationales causées par des actes terroristes.

SELON CHEF DE LA DIPLOMATIE CHINOISE

La Chine s'efforcera de resserrer ses liens avec l'Iran

Quels que soient les changements de la situation internationale et régionale, la Chine fera des efforts pour un plus grand développement du partenariat stratégique global Chine-Iran, a indiqué vendredi le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi. M. Wang a fait ces remarques lors d'une conversation téléphonique avec le ministre iranien des Affaires étrangères Hossein Amir Abdollahian. La conversation téléphonique entre les chefs d'Etat des deux pays en août avait défini les orientations pour développement des relations bilatérales, a souligné M. Wang. La Chine est, a-t-il poursuivi, prête à continuer à travailler avec l'Iran pour que les deux parties se soutiennent mutuellement et résolument sur les questions concernant leurs intérêts fondamentaux et leurs préoccupations majeures respectifs, s'opposent aux actes d'intimidation unilatéraux et défendent l'équité et la justice internationales. Selon M. Wang, la Chine comprend la position légitime de l'Iran de sauvegarder ses intérêts nationaux sur la question nucléaire et soutient la reprise des négociations pour relancer le Plan d'action global conjoint (JCPOA). Pour sa part, M. Abdollahian a déclaré que le nouveau gouvernement iranien mettrait sérieusement en œuvre le consensus auquel sont parvenus les deux chefs d'Etat et ferait fermement avancer le plan de coopération globale entre l'Iran et la Chine. L'Iran s'est engagé à reprendre les négociations sur le JCPOA, a-t-il affirmé, ajoutant que toutes les parties concernées devraient remplir leurs obligations.

R.I

GRÈCE

Des flamants roses meurent empoisonnés

C'est une histoire qui fait froid dans le dos. En Grèce, plusieurs flamants roses ont été retrouvés tués... Ils ont été empoisonnés. C'est une histoire abracadabrante qui secoue les habitants de Grèce depuis plusieurs jours. En effet. Sur une route de campagne surnommée par les habitants "la rue des flamants roses", un local a fait un terrible constat.

Une dizaine de flamants roses tués

Alors qu'il marchait sur les hauts roseaux d'Agios Mamas, ce militant écologiste a constaté qu'un flamant rose était décédé. Et ce n'est pas le seul volatile à avoir perdu la vie, puisqu'une dizaine ont eux-aussi péri. Comme le rapporte Ouest-France, ces derniers ont été empoisonnés au plomb. Au total, c'est une cinquantaine d'oiseaux qui sont décédés ces derniers jours. "Une cinquantaine de ces volatiles ont péri jusqu'à présent dans ce lagon de Chalcidique, situé à 580 kilomètres au nord d'Athènes", confie Stavros Kalpakis, directeur de l'association Action pour la faune.

Ils ont ingurgité des éclats de cartouches

Sur la douzaine de flamants rose récupérés par l'ONG, aucun n'a survécu. "Les flamants roses mangent de petits cailloux pour faciliter leur digestion et ils peuvent ingurgiter à ce moment-là des éclats de cartouches. Cela les empoisonne au plomb", explique Ellie Bridgeman, une bénévole anglaise de 20 ans qui travaille avec l'association. Les tests menés en laboratoire ont bel et bien confirmé la présence de plomb dans le corps des volatiles. "Nous avons effectué des examens pour savoir s'il s'agissait de la grippe aviaire ou du virus du Nil occidental et ils sont tous revenus négatifs", a confié Sofia Prousalis. Et de conclure : "Tous les oiseaux qui présentaient des symptômes avaient des plombs dans l'estomac". La vétérinaire craint que d'autres oiseaux morts cachés dans la nature n'aient pas été récupérés. Selon la Commission européenne, on estime que 4 000 à 5 000 tonnes de plomb sont rejetées dans les zones humides en Europe due aux cartouches des chasseurs.

LE PLUS GRAND REQUIN AYANT VÉCU SUR TERRE

Le mystère de la disparition du mégalodon enfin révélé ?

Des chercheurs de l'Université de Pisa en Italie pensent avoir découvert pourquoi le mégalodon (Carcharocles megalodon), le plus grand requin ayant jamais existé sur Terre, a disparu il y a 2,6 millions d'années.



Un récit qui semble tout droit sorti du film Jurassic Park. L'incroyable mégalodon, une espèce éteinte à ce jour nous a encore livré quelques secrets de son histoire. Cette découverte remonte au mois de janvier 2017. Basée sur les analyses d'un fossile du plus grand squalo ayant jamais existé sur cette planète, une étude a révélé que sa disparition pourrait être liée à l'extinction de son repas préféré. À savoir, le Piscobalaena nana, une espèce similaire à une petite baleine et faisant partie de la famille des cétacés. "La disparition du dernier requin à dents géantes aurait pu être déclenchée par le déclin de plusieurs dynasties de petites et moyennes baleines en faveur des gigantesques baleines actuelles", a expliqué au New Scientist Alberto Collareta, principal auteur de l'étude publiée dans la revue Palaeogeography, Palaeoclimatology, Palaeoecology.

Un requin de 15 mètres de long
Au cours de leurs recherches, les paléontologues ont étudié des fossiles vieux de 7 millions d'années et appartenant à différents mammifères marins. Plus précisément, ils se sont intéressés aux éventuelles marques de dents laissées sur les ossements par le requin géant.

"Parmi ceux qui portaient des marques laissées par les dents du mégalodon, se trouvait une espèce éteinte de petite baleine nommée Piscobalaena nana et d'un type de phoque appelé Piscophoca pacifica", a précisé Alberto Collareta. "Les deux animaux faisaient moins de cinq mètres de long - moins du tiers de la taille d'un mégalodon". Pour rappel, le mégalodon, ce requin préhistorique, était tellement gigantesque qu'il en aurait couvert de ridicule le grand requin blanc des Dents de la Mer. En effet, si ce dernier nous paraît effrayant avec ses 5 mètres de longueur en moyenne, le mégalodon pouvait atteindre les 15 mètres sans grande difficulté. La taille des dents étant proportionnelle à la taille du corps, celle-ci atteignait au moins 15 centimètres selon les estimations. On vous laisse imaginer ce qu'il aurait été capable de faire s'il était encore parmi nous.

Un manque de nourriture
Selon l'équipe, ce sont ses "petites" proies qui auraient conduit le mégalodon à sa perte. Il y a quelques millions d'années, un réchauffement climatique aurait en effet provoqué de rapides changements dans les zones où vivaient de nombreuses petites baleines les conduisant à une disparition massive. Cela signifie que, non seulement le nombre de

repas du mégalodon a diminué, mais qu'en plus les pôles se sont mis à fondre créant d'abondants écosystèmes océaniques. Les scientifiques pensent que ces changements ont eu deux conséquences pour le requin : d'une part, il a dû se rabattre sur les baleines plus grandes, au risque que certaines soient trop massives pour lui. D'autre part, le mégalodon, habitué aux espaces côtiers plus chauds, n'a pas pu suivre dans le froid des pôles les autres espèces marines et notamment les grands cétacés qui ont eux, réussi à s'adapter rapidement et y faire leurs niches écologiques. C'est ce qui a sans doute conduit le squalo à la famine.

Des études à poursuivre
Cela dit, d'autres chercheurs affirment que le mégalodon aurait pu manger de plus grandes proies de temps en temps, un peu comme nous aux repas des fêtes de fin d'année. Hypothèse à laquelle personne ne peut répondre puisqu'il est aussi possible qu'il ait simplement nettoyé les carcasses de leur chair. Des études complémentaires doivent encore être menées pour comprendre dans sa totalité la disparition du requin géant même si cette recherche apporte déjà de premiers indices sur ce qui a pu venir à bout du plus grand requin ayant jamais existé sur Terre.

L'ANZU

Etrange dinosaure aux allures de "poulet de l'enfer"

L'Anzu wyliei n'a peut-être pas l'air très sympathique, mais ses restes découverts ont livré une foule d'informations aux paléontologues. Baptisé "poulet de l'enfer", il vivait en Amérique du Nord il y a 66 millions d'années. Quelque part entre le casoar et le deynonychus, Anzu wyliei a fait une entrée fracassante dans le monde des dinosaures il y a quelques années. Cet étrange dinosaure a été identifié par une équipe du Musée d'Histoire naturelle Carnegie à Pittsburgh (Pennsylvanie, États-Unis), à partir de fossiles exhumés dans le Dakota du Nord et du Sud. La découverte a fait l'objet d'une publication dans la revue en ligne PLoS ONE le 19 mars 2014. Il n'existe pour l'instant pas de spécimen

complet d'Anzu wyliei, mais trois fossiles fragmentaires ont pu être mis à jour dans le gisement de Hell Creek. S'ils n'appartiennent pas au même individu, par chance, ils forment à peu de choses près l'équivalent d'un fossile entier à eux trois. Au vu de ses caractéristiques, le dinosaure, vieux de 66 millions d'années, a été classé dans la famille des Caenagnathidae.

Une famille méconnue
"Anzu est de très loin le Caenagnathidae le plus complet jamais découvert", s'enthousiasmait dans un communiqué Matthew Lamanna, qui a dirigé l'étude. Après presque un siècle de recherches, les paléontologues "ont enfin des fossiles qui montrent à quoi ces créatures pouvaient

ressembler, de la tête aux pieds. De plusieurs manières, elles sont encore plus bizarres que ce que nous avions imaginé". Le dinosaure mesure environ 3,35 mètres de long pour 1,5 mètre de haut au niveau des hanches. Quant à son allure, on a l'impression d'avoir affaire à un énorme oiseau non volant proche d'une autruche ou d'un casoar. Il est pourvu d'un bec sans dents et d'une crête au-dessus de la tête, ce qui renforce sa ressemblance avec le casoar et lui a valu le délicieux surnom de "poulet de l'enfer" (en anglais "chicken from hell").

Des blessures cicatrisées
Les spécimens découverts ne portent pas de traces de plumes, mais d'autres membres de sa famille en étaient pourvus. Ses

patte arrière disposent de féroces griffes. "Nous blaguons en l'appelant le poulet de l'enfer, confiait Matthew Lamanna. Je pense que ça correspond bien. Du coup nous l'avons nommé d'après Anzu, un oiseau démon de l'ancienne mythologie [sumérienne]". L'alimentation de ce dinosaure reste inconnue, mais les paléontologues le pensent omnivore. Il semblerait par contre que les Anzu wyliei avaient une vie mouvementée. Sur les trois fossiles, deux portent les marques de graves blessures cicatrisées. Il faut dire que les choses ne devaient pas être simples pour des créatures qui vivaient sur le même territoire et à la même époque que le célèbre tyranosaure.

TECH

Bientôt des batteries au sodium sans anode : une révolution ?

Les chercheurs planchent sur des batteries sodium-ion depuis des années comme une alternative prometteuse aux batteries lithium-ion utilisées dans la plupart des appareils électroniques.

En plus d'être plus abondant, et donc moins cher, le sodium (Na) a un impact environnemental largement réduit par rapport au lithium. Toutefois, ces batteries présentent généralement une capacité et une durée de vie plus limitées. Dans une nouvelle étude publiée dans la revue *Advanced Science*, des chercheurs de l'Université Washington de Saint-Louis aux États-Unis sont parvenus à créer une batterie au sodium en supprimant tout simplement l'anode. Elle est remplacée par une feuille de cuivre comme capteur de courant. Plutôt que d'être captés par l'anode, les ions de sodium se transforment en métal puis se plaquent sur la feuille de cuivre. La phase de recharge de la batterie dissout ce métal et les ions retournent à la cathode. La suppression de l'anode permettra de réduire considérablement la taille des batteries.



« Toutes les instabilités de la batterie s'accumulent pendant le fonctionnement, a affirmé Peng Bai qui a dirigé la recherche. Ce qui compte vraiment est l'instabilité durant le processus dynamique, et il n'existe aucune méthode pour le caractériser. » La création de cet outil transparent a permis d'observer la formation du sodium métal en temps réel.

Réduire le contenu en eau pour réduire les dendrites

Les métaux alcalins comme le sodium réagissent à l'eau. En consultant les cellules capillaires, les chercheurs ont pu se rendre compte que le séchage de l'électrolyte était plus long. Le secret pour réduire la formation de dendrites et autres irrégularités a donc été de réduire la quantité d'eau dans l'électrolyte. « Le contenu en eau doit être à moins de 10 parties par million », a indiqué Peng Bai. Cette découverte peut surprendre par sa simplicité. « Nous avons prouvé que vous pouvez utiliser la solution la plus simple pour créer la meilleure batterie », résume Peng Bai. Les performances de cette nouvelle batterie

sont équivalentes aux accumulateurs lithium-ion classiques, avec la même densité d'énergie. Sans anode, elles seront donc plus petites et moins chères et pourraient impacter les prochaines générations d'appareils, aussi bien les smartphones que les voitures électriques.

Les deux liaisons « classiques » de l'ADN (adénine-thymine et guanine-cytosine), et la liaison précurseur de Z-T (2-aminoadénine-thymine). Cette dernière est plus stable que A-T car elle possède trois liaisons hydrogènes au lieu de deux.

Surtout, les chercheurs ont découvert comment les virus s'y prennent pour fabriquer la diaminopurine. Lorsque le virus injecte son ADN dans les bactéries pour s'y répliquer, les protéines purZ et purB produisent une molécule Z précurseur, qui est ensuite convertie en nucléotide Z. Ces phages détournent également les enzymes de l'hôte pour aider à synthétiser la diaminopurine et à l'incorporer dans le génome du phage. L'enzyme trouvée par l'équipe de Valérie Pezzo, au Génomoscope de l'Institut de biologie François Jacoben en France, et que les chercheurs ont

nommé DpoZ, affaiblit ainsi l'adénosine triphosphate et son précurseur, empêchant ainsi les phages d'incorporer A dans leur génome. « Les phages, porteurs de ce génome Z, pourraient être considérés comme une forme de vie différente », soutient Pierre Alexandre Kaminski, chercheur à l'Institut Pasteur en France et coauteur de la troisième étude publiée dans *Nature Communications*, dans un entretien au site *Live Science*. Le scientifique et son équipe ont étudié l'histoire évolutive de la protéine purZ et découvert un ancêtre de cette protéine dans des bactéries nommées purA et synthétisant le nucléotide A. « Cette connexion évolutive lointaine soulève la question de savoir si les protéines spécifiques au Z proviennent de gènes hôtes bactériens adaptés par les virus ou sont des vestiges d'une biologie préliminaire, où les génomes Z existaient beaucoup plus fréquemment », questionne l'article de *Science*.

Un tout nouveau champ d'applications

L'incorporation de Z dans le génome de virus modifiés pourrait permettre de développer des applications de phagothérapie contre les bactéries résistantes estime Suwen Zhao, principal auteur de l'étude chinoise. Étant plus stable et plus précis, il pourrait aussi améliorer la longévité et la capacité de ciblage des brins d'ADN utilisés en thérapie génique, ou encore servir à des applications dans l'environnement ou l'alimentation. « Les scientifiques rêvent depuis des années de la création d'un code ADN alternatif. Nos travaux montrent que la nature a déjà réalisé ce rêve », conclut Suwen Zhao.

BRÉSIL

La forêt amazonienne émet plus de CO2 qu'elle n'en absorbe

La forêt amazonienne brésilienne, victime du changement climatique et des activités humaines, à oublier ces dix dernières années plus de carbone qu'elle n'en a absorbé, un basculement majeur et inédit, selon une étude publiée cette semaine. Sans les forêts, un des « poumons » de la Planète qui absorbe entre 25 et 30 % des gaz à effet de serre émis par l'Homme, le dérèglement climatique serait bien pire. Mais, depuis plusieurs années, les scientifiques s'inquiètent d'un essoufflement des forêts tropicales, et craignent qu'ils aient de moins en moins bien joué leur rôle de puits de carbone. Et l'inquiétude vient notamment de la forêt amazonienne, qui représente la moitié des forêts tropicales de la Planète. L'étude, publiée jeudi dans *Nature Climate Change* par une équipe internationale, se penche sur l'Amazonie brésilienne, qui représente 60 % de cette forêt primaire, et le constat est sombre. Entre 2010 et 2019, cette forêt a perdu de sa biomasse : les pertes de carbone de l'Amazonie brésilienne sont environ 18 % supérieures aux gains, a précisé dans un communiqué de l'Institut français de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).

La forêt amazonienne, notre dernier rempart, pourrait basculer

« C'est la première fois qu'on a des chiffres qui montrent qu'on a basculé et que l'Amazonie brésilienne est émettrice » nette de carbone, explique à l'AFP l'un des auteurs, Jean-Pierre Wigneron, chercheur à l'Inrae. Pour l'instant, a priori, « les autres pays compensent les pertes de l'Amazonie brésilienne » et ainsi « l'ensemble de l'Amazonie n'a pas encore basculé, mais elle pourrait le faire bientôt », continue-t-il.

« Jusqu'à présent, les forêts, en particulier les forêts tropicales, nous protégeaient en permettant de freiner le réchauffement, mais notre dernier rempart, l'Amazonie, est en train de basculer », met en garde le chercheur. L'étude met d'autre part en avant la responsabilité méconnue, mais majeure, des « dégradations » de la forêt. Contrairement à la déforestation qui fait disparaître la surface boisée, les dégradations finissent tout ce qui peut l'abîmer, sans pour autant la détruire totalement : arbres fragilisés en bordure des zones déforestées, coupes sélectives, petits incendies, obtention des arbres liés à la sécheresse. Des moins atteints facilement décelables que de grandes étendues rasées. Utilisant un indice de végétation émis d'observations satellitaires micro-ondes, permettant de sonder l'ensemble de la strate de végétation et pas seulement le sommet de la canopée, l'étude de ces dégradations de la forêt ont enregistré à 73 % des pertes de carbone, contre 27 % pour la déforestation, pourtant de grande ampleur.

SCIENCE

Certains virus possèdent un mystérieux « génome Z »

Chez tous les êtres vivants (plantes, mammifères, invertébrés...), l'ADN est composé de la combinaison de quatre types de nucléotides, respectivement cytosine (C), thymine (T), adénine (A) et guanine (G). L'adénine se lie à la thymine et la cytosine à la guanine pour former la double hélice de l'ADN. En 1977, des scientifiques découvrent pourtant un phage, un virus mangeur de bactéries, où la base A est remplacée par la diaminopurine, notée Z, qui se lie à la thy-

mine de la même façon. En d'autres termes, l'alphabet CTAG est remplacé par un alphabet CTZG.

Une stratégie pour résister aux attaques

Pendant des décennies, les chercheurs ont essayé de comprendre comment cette substitution était possible et pourquoi ce virus avait troqué son code génétique A pour un génome Z. Ils ont notamment émis l'hypothèse que la substitution est une forme de tactique d'évasion, rendant

l'ADN du phage S-2L résistant aux protéines ciblant son ADN. L'ADN CTZG est également plus résistant aux températures élevées, et plus stable, ce qui pourrait lui permettre de résister à des conditions extrêmes et d'infecter un plus large éventail d'hôtes.

Un génome Z plus répandu qu'il n'y paraît

Mais alors que l'on pensait ce cas isolé, trois études montrent aujourd'hui que ce curieux alphabet alternatif est plus ré-

pandu qu'on ne l'estimait. Les chercheurs ont d'abord identifié deux protéines majeures impliquées dans la fabrication du nucléotide Z, nommées purZ et purB. « En recherchant dans des bases de données génomiques des séquences PurZ similaires, un ensemble diversifié de 50 à 100 génomes contenant PurZ a été identifié, principalement à partir de bactériophages, mais aussi de plusieurs archées et bactéries », atteste un article accompagnant deux des études et publié dans *Science*.

TÉLÉ

VISION



TF1 Venom



21h05

Une navette spatiale du projet Life s'écrase en Asie du Sud Est, libérant des formes de vies extraterrestres contaminant la population locale.

W9 Love addict



21h05

Gabriel tente de quitter discrètement une chambre d'hôtel après une nuit passée avec la ravissante Cécile.

tmc Mentalist



21h05

Le corps d'un homme en état de décomposition, est découvert dans un bâtiment désaffecté.

C STAR Chicago Fire



21h00

La caserne 51 est infestée de parasites, ce qui oblige les pompiers à déménager le temps de traiter les bâtiments.

Le mystère Henri Pick



21h05

Jean-Michel Rouche est interpellé par le succès soudain du livre « Les dernières heures d'une histoire d'amour » écrit par un inconnu nommé Henri Pick.

Les enquêtes de Murdoch



21h05

Encore sous le choc de la découverte qui affecte sa vie personnelle, Murdoch met tout en œuvre pour trouver l'assassin d'Anna Fulford.

Poutine, le maître du jeu



20h55

Après vingt ans au pouvoir et une nouvelle victoire, une révision constitutionnelle rend désormais Vladimir Poutine éligible jusqu'en 2036. ?

Zelda Williams demande qu'on arrête de lui envoyer des images de l'imitation de son père Robin



Zelda Williams est fatiguée de revoir tout le temps les images de Jamie Costa qui imite son père, Robin Williams. L'acteur a posté en début de semaine la vidéo d'un screen test pour le film Robin, un projet de biopic consacré au comique décédé en 2014. L'imitation et l'interprétation de Jamie Costa sont tellement saisissantes que les séquences sont devenues virales et ont fait le tour du monde. Elles sont aussi, évidemment, arrivées jusqu'à la fille de l'acteur de Madame Doubtfire. Mais à force de les recevoir de la part de fans, plus ou moins bien intentionnés, la jeune femme a reconnu que cela lui fait plus de mal que de bien. « Les gars, je dis ça parce que je ne pense pas que ça s'arrêtera tant que je ne l'aurai pas dit... S'il vous plaît, arrêtez de m'envoyer ce screen test. Je l'ai vu. Jamie est SUPER talentueux, ce n'est pas contre lui, mais vous me spammez tous une imitation de mon père décédé sur l'un de ses jours les plus tristes, ça me fait bizarre », a-t-elle écrit sur Twitter. En réponse au message de Zelda Williams, de nombreux internautes se sont rangés de son côté, rappelant à quel point il peut être choquant d'être confronté à l'imitation d'un parent décédé. Mais certains ont tenu à défendre ceux qui partagent les images. « Peut-être que ce n'est pas censé être cruel ou grossier. Ou promouvoir la tristesse. Beaucoup d'entre nous, les gens normaux, aimait ton père, pour beaucoup, beaucoup, beaucoup de raisons. Si ce clip empêche une personne de se droguer, je dis que c'est gagnant/gagnant. Amour et lumière sur toi », a par exemple posté une certaine Laura Starr. Le 11 août 2014, Robin Williams s'est suicidé à l'âge de 63 ans, laissant derrière lui de nombreux rôles et films cultes, dont « Good Morning, Vietnam », « Le Cercle des poètes disparus », « Madame Doubtfire » ou « Will Hunting », pour ne citer que ceux-là.

Quotidien National d'Information
Edité par la SARL NATION EDITION
Capital social de 100 000,00 DA

Directeur général
Omar ATTIA

Directeur de la Publication
Mohamed BOUAZDIA

Impression
Centre : SIA
Est : SIE
Sud : SIA
Ouest : SIO

Distribution
Centre : La Nation
Est : La Nation
Sud : La Nation
Ouest : La Nation

Pour toutes vos publicités, contacter
ANEP, 1 rue Pasteur
Alger-Centre
Tél/Fax : 023 50 80 05

Siège social
30, rue Mehdi Ben Toumert, Bologhine, Alger

Siège de la rédaction
3, rue Ali Boumendjel, Square Port-Saïd, Alger-Centre
Tél/Fax : 021 71 47 67

RIB : BDL 005 00170 4002162000 18

Tous les manuscrits, lettres et tous documents remis à la rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

CLÔTURE DU FESTIVAL DU FILM DE BUSAN Farewell, My Hometown et The Apartment with Two Women remportent les premiers prix

La 26e Festival international du film de Busan (BIFF) s'est achevé vendredi, après avoir expérimenté avec succès un retour à la normale dans un contexte de pandémie de nouveau coronavirus (Covid-19).

Lors de l'édition 2021 du BIFF, un total de 223 œuvres de 70, avec comme film d'ouverture «Heaven: To the Land of Happiness».

Le prix dans la principale catégorie de la compétition, New Currents, a été décerné à «Farewell, My Hometown» du réalisateur chinois Wang Er Zhuo et à «The Apartment with Two Women» de la réalisatrice sud-coréenne Kim Se-in.

Les réalisateurs indien et philippin ont partagé le prix Kim Ji-seok. «The Rapist» d'Aparna Sen et «Gensan Punch» de Brilante Mendoza ont reçu le prix portant le nom d'un défunt directeur en chef de la programmation du BIFF, qui a contribué à faire découvrir de nouveaux films asiatiques et a soutenu de jeunes cinéastes d'Asie.

Le prix Mecenat du BIFF a été attribué à «206: Unearthed» du Sud-Coréen Heo Chul-nyung et «Self-Portrait: Fairy Tale in 47KM» du Chinois Zhang Mengqi, tandis que «A Winter Glove» de la Sud-Coréenne Lee Hyeon-ju et «The Sea Calls for Me» de l'Indonésien Tumpal Tampubolon se sont vu attribuer le prix Sonje. Les Coréens Kwon Daham et Im Jee-ho ont remporté les prix du meilleur acteur et de la meilleure actrice, pour leur rôle dans «Through My Midwinter» et «The Apartment with Two Women», respectivement. Le film "If wood could cry, it would cry blood" de la réalisatrice vietnamienne Nguyen Phan Linh Dan a remporté le prix



Asian Project Market au Festival international du film de Busan 2021.

Le film "If wood could cry, it would cry blood" de la réalisatrice vietnamienne Nguyen Phan Linh Dan a remporté le prix Asian Project Market. Le prix, qui s'appelle ArteKino International Award, est d'une valeur de 6.000 euros. Le prix est décerné par CineMart.

Le prix, qui s'appelle ArteKino International Award, est d'une valeur de 6.000 euros. Le prix est décerné par CineMart, une société cinématographique de la République tchèque, et Arte France, une société de production cinématographique, pour apporter un soutien financier à des projets de

film. De plus, les films lauréats seront diffusés sur le site d'ArteKino Festival - le festival du film européen - qui se déroulera du 1er au 31 décembre. Plusieurs centaines de cinéastes coréens et étrangers, dont le réalisateur oscarisé Bong Joon-ho, sont arrivés sur le tapis rouge dans ce qui marque le premier événement public massif en présentiel depuis environ deux ans en Corée.

Le BIFF a fait savoir que pas moins de 76.000 personnes ont visité le festival, une forte hausse par rapport aux 18.000 de l'année dernière. Ce chiffre représentait 92% des 95.000 tickets disponibles cette année.

Nor.H

JOURNÉE NATIONALE DE L'IMMIGRATION

Présentation d'une pièce théâtrale révolutionnaire au profit des enfants

L'association culturelle d'Alger "TAFAT" a donné, vendredi à Alger, une représentation théâtrale révolutionnaire au profit des enfants à l'occasion de la journée nationale de l'immigration correspondant au 60e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961 à Paris (France), lors desquelles des Algériens ont été massacrés. Organisé par l'Office national de la culture de l'information (ONCI), ce spectacle a été animé par le conteur et membre de l'association susmentionnée, Khaled Gharbi, qui a présenté aux enfants la biographie de plusieurs héros de la révolution nationale et leurs sacrifices pour la liberté tout en leur rappelant les crimes de la France coloniale.

Parmi les héros évoqués par le conteur, Ahmed Zabana, premier martyr guillotiné, devenu symbole de la lutte et de la résistance du peuple algérien contre l'occupant français et sa barbarie. Le conteur a estimé

que l'objectif de ce spectacle "est de ne pas oublier ces héros et leurs sacrifices pour l'Algérie (...)" ainsi que les massacres commis par la France coloniale contre les Algériens".

La chargée de l'information et de la communication à l'ONCI, Fatiha Kbaïli, a fait savoir que

l'Office "célèbre la journée nationale de l'immigration comme chaque année, étant un événement national important", ajoutant que ce spectacle vise à "enseigner à nos enfants leur histoire et à leur inculquer l'amour de la patrie".

Des centaines d'Algériens et

d'Algériennes ont été torturés et assassinés par la police française le 17 octobre 1961 après avoir organisé une marche pacifique dans la capitale française pour dénoncer le couvre-feu qu'il leur est imposé à l'époque.

R.C

JANE CAMPION REÇOIT LE PRIX LUMIÈRE

La réalisatrice néo-zélandaise Jane Campion a reçu ce vendredi à Lyon le Prix Lumière

Après plusieurs années de silence, cette cinéaste âgée de 67 ans a présenté cette année son septième long-métrage, "The Power of the Dog", produit par la plateforme américaine Netflix et couronné à Venise par le prix de la meilleure réalisation.

"Le pouvoir du chien" est une adaptation du roman éponyme de l'écrivain américain Thomas Savage. Benedict Cumberbatch et Kirsten Dunst y brisent les codes du western viril. Le festival qui s'est ouvert samedi dernier et se termine dimanche a permis aux cinéphiles de voir ou revoir ses six autres long-métrages,

dont "La Leçon de Piano", qui lui avait valu en 1993 la Palme d'Or à Cannes, puis l'Oscar du meilleur scénario.

La 13e édition propose au total près de 170 films et documentaires, beaucoup de grands classiques en version restaurée mais aussi quelques avant-premières, avec une série de rencontres avec des têtes d'affiche du cinéma contemporain comme l'Italien Paolo Sorrentino.

Présente à la cérémonie vendredi, la légendaire Nan Goldin, 68 ans, a inauguré cette semaine une exposition de ses photographies de plateau

de "Variety". Dans ce film signé par son amie Bette Gordon, elle interprète ce qu'elle était à l'époque, une barmaid déabusée dans un petit monde où l'on pouvait rencontrer des gens "et pas un marché".

Par le passé, le Prix Lumière a consacré Francis Ford Coppola, Jane Fonda, Wong Kar-wai, Catherine Deneuve, Martin Scorsese, Pedro Almodóvar, Quentin Tarantino, Ken Loach, Gérard Depardieu, Milos Forman, Clint Eastwood et, l'an dernier, les frères Dardenne.

N.C

Musée national Cirta : la valise muséale cible les établissements scolaires des zones d'ombre

L'activité pédagogique de la valise muséale du musée national Cirta de Constantine a repris après trois ans de pause avec un programme dédié aux établissements scolaires des zones d'ombre et des régions enclavées. Dans les détails, Abdelmadjid Benzrari, chef du service d'animation, des ateliers et de la communication du musée a relevé que les collections muséales entre pièces archéologiques et tableaux d'art sont, par la suite, présentées aux élèves, dans une visite virtuelle du musée, à travers des vidéos et des photos que les attachés de recherches commentent, relatant l'histoire de ces objets et les périodes auxquelles ils appartiennent.

Il a également assuré que dans le cadre de la valise muséale, les écoliers sont invités à visiter "pour de vrai" le musée national Cirta et sont encouragés à visiter la page du musée sur le réseau social Facebook et interagir avec les animateurs du musée. A l'occasion, un atelier de dessin est aussi proposé aux scolarisés des écoles primaires, invités à "s'exprimer sur papier pour mémoriser la journée de la valise muséale". La valise muséale sera déposée le 17 octobre prochain au collège d'enseignement moyen (CEM) Loucif dans la commune de Zighoud Youcef et partira le 24 octobre courant au CEM Djelloulia dans la commune de Hamma Bouziane. La musée national Cirta qui est considéré comme le deuxième plus grand musée en Afrique, après le musée égyptien, constitue la mémoire de la région du fait qu'il représente le passé de la région Est du pays, de la préhistoire à celle coloniale en passant par les périodes numide, romaine, hafside et ottomane entre autres.

Près de 17 000 pièces archéologiques, acquises grâce à des fouilles ou des découvertes fortuites, et représentant des périodes de la préhistoire à la période coloniale, sont actuellement exposées au musée Cirta qui dispose aussi d'autres réserves non exposées. Le musée public Cirta de Constantine renferme également une collection de tableaux d'art et sculptures, réalisées entre le XVIIe et le XIXe siècle, signées par les peintres Nasreddine Dinet, M'hamed Issiakhem et Amar Allalouche, entre autres.

R.C

L'Unesco et Netflix lancent un concours de court métrage sur les contes populaires africains

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture et le géant américain Netflix ont lancé un concours de court métrage sur les "contes populaires d'Afrique réinventés".

Ouvert jusqu'au 14 novembre aux cinéastes d'Afrique subsaharienne sur le thème "Contes populaires africains réinventés", ce concours vise à faire découvrir de nouveaux talents et donner à leurs œuvres une visibilité à l'échelle mondiale à travers Netflix, précise l'Unesco sur son site Internet. Les gagnants de ce concours recevront une subvention de "75.000" dollars pour créer, filmer et produire leurs courts métrages qui seront diffusés sur Netflix en 2022 sous forme d'une "Anthologie des contes populaires africains". Ils recevront en outre "25.000" dollars à titre personnel et bénéficieront d'une formation et d'un encadrement par des professionnels de l'industrie cinématographique. L'Unesco a publié dernièrement un rapport fruit de deux ans de travail, faisant pour la première fois un bilan de l'état et des défis de l'industrie cinématographique et audiovisuelle dans les pays du continent.

R.C

Nombres croisés

	1	2	3	4	5	6
I						
II						
III						
IV						
V						
VI						

HORIZONTALEMENT

- I. Cette année, Ravailac assassine le roi Henri IV.
- II. Charles Martel stoppe les Maures à Poitiers. Nombre de sièges à l'Académie Française.
- III. Selon le film de Clouzot, c'est là qu'habite l'assassin I
- IV. Un nombre palindromique* dont la somme des chiffres fait 5. Somme des quatre premiers nombres pairs.
- V. Un nombre de vierges controversé pour le martyr de Sainte Ursule.
- VI. Un nombre maximal pour l'indice pH. Un nombre premier.

VERTICALEMENT

- 1. L'an I de la République française.
- 2. Un multiple de 9. Nombre de sourates dans le Coran.
- 3. Multiple palindromique* de 1111.
- 4. Un préfixe pour les numéros de téléphone portable.
- 5. Multiple de 67.
- 6. Ce nombre, chez les Grecs anciens, s'appelait une "myriade".

* : un nombre palindromique se lit exactement de la même façon dans un sens comme dans l'autre

Grille muette N° 358

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1 Qui partent en flèches.2 Il s'oppose d'abord à deux parties pour finalement les étayer...3 Liquide de calice.- Rio.4 Double.- Compensateur ou marge en philatélie.5 Romains en Haute-Marne.- Poète turc.6 Dans le Tessin.- Creuse son sillon.7 Du genre capricieux.- Dans la Mie.8 Diminuera le pourcentage d'erreur?- Petite collection de propriétés souvent classée X...9 Fait à ravir.10 Médecin sans conséquence?

Verticalement

1 Canons à l'ancienne.2 Seize, mais pas chez nous.3 La balle était dans son camp, hélas...4 Marlon en littérature.- Bulle au cinéma.5 Ont un côté aventurier.- Au plaisir savoyard.6 Patrie des Eudes.- Sidi en Tunisie.7 Il a trouvé sa source dans les Monts célestes.- Petit aperçu.- Dans la gamme.8 La chute de ces insectes les fait rebondir!9 Savent qu'ils n'ont pas perdu le nord!10 Espèce de caméléon.

Mots croisés grille N° 358

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement

1 Une arécacée de Goethe.2 Ça c'est pénible !3 Un roi des mers.- Près d'Aden, à l'italienne.4 Africain du passé.5 Isolé au son.- Loyer, mais pas chez nous.- Par.6 La balle est dans son camp, hélas !- En Charente.7 Permet de crier à pleins poumons.8 Était de service à la côte, il y a longtemps.- Sarde ou béarnaise.9 Bouchons.10 Souvent terre noble.

Verticalement

1 Font du rentre de dents...2 Comme la sueur de son front.3 État d'Afrique.- Chef de Bougainville.4 Métal de transition.- Il fait jour près de chez nous.5 Samba au Nigeria.- Autre métal de transition.6 Dénonciation publique à l'ancienne.7 Remettre en cause ou lire des psaumes.- Petit v.8 Ne fis pas la sourde oreille.- Fit des baguettes à calcul.9 L'Europe, du côté gauche.- En Espagne ou ... en Espagne.- Au Tchad ou en Italie, selon le sens.10 Donne des coups de peigne.

Le temps fait oublier les douleurs, éteint les vengeances, apaise la colère et étouffe la haine ; alors le passé est comme s'il n'eût jamais existé.



Avicenne

Ça s'est passé un...17 Octobre

1931 : Arrestation d'Al Capone



Le 17 octobre 1931, arrestation du célèbre gangster américain, du temps de la prohibition, Al Capone sur nommé Scarface. Il est accusé d'avoir organisé un réseau d'approvisionnement d'alcool dans de nombreux bar clandestin dans la ville de Chicago (États-Unis). Il est également accusé de fraude fiscale. Il sera condamné à 11 ans de prison, mais libéré sur parole, pour des raisons de santé, au bout de 8 ans.

1999: Un bébé mammoth au nord de la Russie



Le 17 octobre 1999, une équipe de scientifiques découvre, dans le nord de la Russie, pris dans les glaces, un jeune mammoth entier et parfaitement conservé (sa fourrure, sa peau, sa chair). Il serait congelé depuis plus de 20 000 ans.

2009: L'armée aux prises avec les Taliban dans le Sud-Waziristan



Le 17 octobre 2009, offensive terrestre contre les talibans et Al-Qaïda dans le nord-ouest du Pakistan près de la frontière afghane, organisé par le Pakistan.

Mots Fléchés N° 358

ALGUES ROUGES PRINCIPAUTE	VÊTEMENT D'HIVER VISIBLE	PARADE DE VOLLEUR ACCOUPEMENT	FRISSONNE LIEN	SINCÈRE	MISAI CONTRE LE BANQUIER SÉRIEUX	FIXER AUX TIMONS FOUILLES
CAPITULE S'EXPLI- QUA (SE)			POGNE D'ENFANT VIVE AD- MIRATION	DÉCORAT DUPAS		
RUISSELA	TENAILLE				UN BULBE INSTRU- MENTS DE MESURE	
ZÉRO EN CALCUL	NÉCROPOLE ORIENTALE RAIDIE	HORS DE APPELA LE HARPAIL	ARGENT	COURS DE LONDRES		SERVICE DE TAUPES POMPE DE PLAGE
MADAME BOVARY GRADE FAMILIER	LETTRE DU PAIN SUR LA PLANCHE	DÉGOUTTA RÉCIPENT À YAOURT		PLANTE DU POTAGER CÔTE UNIQUE	TEINTA MODIFI- CATION DE L'ATOME	DES COUPS DU SORT
		RETRAITE				HOMMES DU LATIUM
AFFLUX	ON-DIT DÉTENTEUR ILLEGI- TIME		ENVOYÉS SPECIAUX	PHANÈRE FRICTIONS		
UNE VILLE NORMANDE COMMET UN MEURTRE		STYLE DE MUSIQUE MONOLITE				FLEUVE D'ARTOIS
	SUITE DE TUILES ARBRE DU LIBAN					REPLIÉ SUR LUI- MÊME
BAPTISÉS	NE PAS CONTINUER FRAPPA AU PIF				AMOUR DE CHOPIN TEL UN VELOURS	DÉLAISSE
				TECHNE- TIUM CONTENANT LA SOUDE	ÉREINTE FIN DE L'ESPOIR	
PAYS DE LIMOUX IDOLE DES SALLES		DÉFINIT UNE BASE DE CALCUL GLORIFIÉ				À COUPER EN DEUX
		NATUREL À PEINE		INTÉRIEUR DE CIGARE		
PLUS DANS LE COUP	AFFOLÉE TELLURE, EN CHIMIE				POISSON VOISIN DE LA DORADE 11 EN 13	
		UN HÉROS TROYEN				
ES BRILLANT				PARTAGE LA TERRE		
				TERME AF- FECTUEUX		

Mots mêlés

S	E	L	A	T	E	P	B	E	N	J	O	I	N	E
I	P	D	H	E	R	B	E	V	L	A	T	N	A	S
I	L	A	N	Y	F	E	E	U	Q	S	U	M	H	U
V	L	O	R	A	G	R	U	M	E	M	L	E	U	F
E	A	U	R	F	V	G	A	A	N	I	U	T	I	F
T	T	N	O	E	U	A	N	G	D	N	C	T	L	I
I	G	N	I	H	N	M	L	I	R	A	C	E	E	D
V	S	N	A	L	C	O	S	O	R	A	Y	V	N	L
E	E	A	B	N	L	T	C	D	F	A	N	I	I	A
R	N	M	S	L	I	E	A	L	G	L	M	C	S	R
E	T	B	O	L	A	M	O	P	N	O	U	O	E	O
G	E	R	L	C	O	L	O	G	N	E	M	I	R	L
U	U	E	U	M	R	U	E	D	O	I	G	M	D	F
O	R	I	E	N	T	A	L	A	M	B	I	C	E	E
F	R	A	I	S	N	E	C	N	E	C	O	R	C	E

- | | |
|-----------|-----------|
| ABSOLUE | GOMME |
| AGRUME | HERBE |
| ALAMBIC | HUILE |
| AMBRE | JASMIN |
| BENJOIN | LAVANDE |
| BERGAMOTE | MIMOSA |
| CARDAMOME | MUSQUE |
| CEDRE | NEROLI |
| CIVETTE | OLFACTIF |
| COLOGNE | ORIENTAL |
| CORNUE | PARFUM |
| DIFFUSE | PATCHOULI |
| DISTILLER | PETALES |
| DOMINANTE | RESINE |
| ECORCE | ROMARIN |
| ENCENS | SANTAL |
| FLORAL | SENTEUR |
| FLUIDE | VANILLE |
| FOUGERE | VERVEINE |
| FRAGRANCE | VETIVER |
| FRAIS | |

Le Président Tebboune décrète l'observation chaque année d'une minute de silence à la mémoire des chouhada

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche, indique hier un communiqué de la Présidence de la République. "Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a décidé de décréter l'observation d'une minute de silence, le 17 octobre de chaque année à 11h à travers tout le territoire national, à la mémoire des chouhada des massacres du 17 octobre 1961 à Paris, et ce à compter de ce dimanche."

JUSTICE

L'Algérie formera 15 femmes de la Police judiciaire libyenne

Le ministère de la Justice organisera du 17 au 26 octobre à Skikda une session de formation au profit de quinze (15) femmes de la Police judiciaire libyenne travaillant dans l'Administration pénitentiaire, a indiqué hier un communiqué du ministère. La formation comportant une partie théorique et une autre pratique portera sur "la prise en charge des femmes détenues selon les normes internationales" et sera encadrée par des compétences algériennes du secteur pé-

nitentiaire, a précisé la même source, ajoutant que les policières libyennes se rendront à cette occasion dans des établissements pénitentiaires dans la wilaya de Skikda pour prendre connaissance de leurs modes d'organisation et de fonctionnement. La formation a pour vocation de "doter les bénéficiaires de connaissances scientifiques et d'aptitudes pratiques aux normes internationales" en vue de contribuer à la promotion de la prise en charge des femmes détenues en Libye et à la réforme du système pénitentiaire libyen, selon le communiqué qui a fait savoir que cette session entraine dans le cadre de l'étroite coopération entre le ministère de la Justice (Direction générale de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion) et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC).

ESPACE

Le vaisseau chinois Shenzhou-13 s'est arrimé à la station spatiale

Les trois spationautes de la plus longue mission habitée chinoise se sont arrimés avec succès à la station spatiale chinoise hier, a annoncé l'agence étatique Chine Nouvelle. Le vaisseau Shenzhou-13 transportant les spationautes s'est arrimé au port radial de la station spatiale, a indiqué Chine Nouvelle, citant l'Agence chinoise des vols spatiaux habités (CMSA). A environ 350-400 km d'altitude, les trois spationautes vont séjourner dans Tianhe ("Harmonie céleste"), le seul module déjà en orbite sur les trois qui constitueront à terme la station spatiale.

Six mois durant, ils devront poursuivre la construction de la station, vérifier les différents équipements, mais aussi réaliser des expériences scientifiques, notamment en faisant remonter de précieuses informations sur la façon dont leur corps s'adapte à ce long séjour. Les spationautes réaliseront également deux ou trois sorties dans l'espace. Leur séjour permettra de doubler le record de durée pour une mission habitée chinoise, établi en septembre par les membres de la mission précédente, Shenzhou-12, restés trois mois dans Tianhe. "La raison de ce séjour prolongé, c'est de gagner en expérience en matière de missions de longue durée", explique Erik Seedhouse, un professeur spécialisé dans les opérations spatiales à l'Université d'aéronautique Embry-Riddle, aux Etats-Unis. "La principale difficulté pour les astronautes, ça va être de maintenir leur masse musculaire et de réduire leur perte osseuse" dans un environnement en apesanteur qui affaiblit les organismes.

HORAIRE DES PRIERES

SOBH	DOHR	ASSER	MAGHREB	ICHA
05:38	12:41	15:44	18:14	19:33

Météo

Alger	☀️	26	Tizi Ouzou	☀️	25
Tiaret	☀️	24	Béjaïa	☀️	25
Constantine	☀️	24	Oran	☀️	26

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

93 nouveaux cas, 68 guérisons et 3 décès

Quatre-vingt-treize (93) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 68 guérisons et 3 décès ont été enregistrés en Algérie, a annoncé, hier, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 205.199, dont 93 nouveaux cas en 24 heures, celui des décès à 5.870 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 140.687 cas. Par ailleurs, 13 patients sont actuellement en soins intensifs,

ajoute la même source. En outre, 26 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 19 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Dix décès et 363 blessés durant les dernières 48 heures

Dix (10) personnes ont trouvé la mort et 363 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus en 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan établi samedi par les services de la Protection civile. Par ailleurs, les éléments de cette institution sont également intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 10 personnes incommodes par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-bains au niveau des wilayas de Naâma

et Laghouat, précise la même source. Les victimes ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées dans un état satisfaisant vers les structures hospitalières, note le communiqué. La Protection civile a été en outre, sollicitée pour l'extinction de 07 incendies urbains et divers, à travers les wilayas d'Alger, Blida, Batna, Mila, Sidi Bel Abbes et Tindouf. Ces incendies, indique-t-on, ont causé des brûlures de deuxième degré à 02 personnes et des gênes respiratoires à 04 autres personnes dans leurs domiciles.

MAROC/HIRAK DU RIF

Nasser Zefzafi contracte le coronavirus

Le délégué du mouvement "Hirak du Rif" au Maroc, Nasser Zefzafi, a été testé positif au coronavirus (Covid-19), selon son père et des médias locaux. Le chef de file du mouvement de protestation du Rif qui se trouvait à la prison Tanger 2, avait contracté le coronavirus, a fait savoir, vendredi, son père Ahmed Zefzafi sur son compte Facebook. Selon lui, des tests de laboratoire ont montré que son fils Nasser, ainsi que le détenu Mohammed Haki, avaient contracté le virus. En juin dernier, la justice marocaine avait confirmé les peines allant de 10 à 20 ans de prison infligées à un groupe de détenus

du "Hirak du Rif", mouvement de protestation ayant secoué le nord du Maroc en 2016 et 2017. Huit membres du "Hirak du Rif" demeurent incarcérés, parmi lesquels les leaders du mouvement, Nasser Zefzafi et Nabil Ahamijik, condamnés à 20 ans de prison chacun. La protestation dans le Rif avait été déclenchée en octobre 2016 par la mort d'un vendeur de poissons broyé dans une benne à ordures en tentant de s'opposer à la saisie de sa marchandise. Au fil des mois, le mouvement avait pris une tournure plus sociale et politique, appelant à davantage de développement et à la fin de la "marginalisation" de la région.

AÏN SEFRA (NĀAMA)

Ouverture du festival national de la musique et la danse Diwan



La ville de Aïn Sefra dans la wilaya de Naâma abritera à compter d'aujourd'hui la 13ème édition du festival national de la musique et de la danse Diwan, qui verra la participation de 20 troupes versées dans ce genre artistique, a-t-on appris des organisateurs. Des artistes venant de 13 wil-

ayas prendront part à ce rendez-vous, délocalisé, à partir de cette édition, à Aïn Sefra, après avoir été organisé à Bechar, sur décision du ministère de la Culture et des arts.

Le lancement de ce festival coïncidera avec les festivités marquant le 60ème anniversaire des massacres du 17 octobre 1961 à Paris. L'événement, placé sous le thème "Préserver la culture orale du Diwan", se déroulera durant cinq jours ponctués de soirées artistiques au niveau du stade "Arfaoui Mohamed" de la ville hôte en plus de diverses activités culturelles et académiques ainsi que des expositions prévues à l'annexe de la Maison de la culture Baghdadi

Belkacem de la même localité. Un atelier de formation sur la manipulation du gombri, un instrument musical traditionnel ainsi que des conférences sur les pratiques et les codes de la musique et de la danse Diwan figurent également au programme du festival. Ces communications seront données par des chercheurs à l'instar de Tahrichi Mohamed (Bechar), Bényakoub Azzedine (Oran) et Lâaradj Rahmani (Aïn Sefra). Enfin, à l'issue de cette manifestation, un jury désignera et récompensera les meilleures troupes appelées à prendre part au festival international dédié à ce genre artistique prévu à Bechar, ont indiqué les organisateurs.

Salat El-Istisqa accomplie à travers les mosquées du pays

Salat El-Istisqa a été accomplie hier à travers les mosquées de la République pour implorer Dieu Tout-Puissant pour qu'il fasse pleuvoir suite à la sécheresse enregistrée dans plusieurs wilayas du pays. Le coordonnateur de la Commission de la Fatwa au ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Idir Mechnane, a précisé à l'APS que "Salat El-Istisqa a été accomplie à travers les mosquées du pays à partir de 10h00 suite à la sécheresse qui touche la plupart des wilayas cet automne", soulignant que "les fidèles ont imploré Dieu Tout-Puissant pour qu'il fasse pleuvoir". Cette prière est une Sunna du Prophète Mohammed (QSSSL) qui s'accomplit en deux unités de prières (Rak'ah). Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs avait appelé mercredi les imams à accomplir Salat El-Istisqa à travers toutes les mosquées du pays conformément à la Sunna du Prophète (QSSSL). Le ministère a saisi toutes ses directions de wilaya pour l'accomplissement de cette prière suite à la sécheresse enregistrée dans plusieurs wilayas et aux demandes des citoyens en ce sens.

GHARDAÏA

Arrestation de deux individus soupçonnés de trafic de psychotropes

Deux (2) individus ont été appréhendés par la Sûreté de la daïra de Bounoura (Ghar-daïa) pour leur implication présumée dans une affaire de possession et de trafic de psychotropes et 225 comprimés de psychotropes ont été saisis, a rapporté hier un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya. La quantité de psychotropes emballée et entreposée dans les bagages des deux mis en cause a été découverte lors d'une opération de fouille préventive effectuée par ces services sur l'axe de la route nationale (RN-1) dans le cadre d'un plan

de lutte contre la criminalité et la préservation des personnes et des biens, lancé par la sûreté, a-t-on précisé. Les investigations et recherches, menées dans le cadre de cette affaire sous la supervision du parquet, ont permis l'arrestation des deux individus pour leur implication présumée dans le commerce illégal de psychotropes. Les deux suspects, âgés entre 26 et 31 ans ont été présentés devant le parquet et ont été condamnés à cinq ans de prison ferme pour "détention et commercialisation de psychotropes (produits pharmaceutiques sensibles), sans autorisation", indique le document.